

Adrien LETZELTER

La patrimonialisation d'un site
urbain par une association :
Le cas de la rue Saint-Malo à Brest

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES DE MASTER 2 PROFESSIONNALISANT

DEVELOPPEMENT DE PROJETS EN TOURISME CULTUREL

Sous la direction de Camille Mazé et Jean-François Simon

Brest, 2012

Université de Bretagne Occidentale

UFR Lettres et Sciences Humaines Victor-Segalen

Sommaire

Avant-propos	5
Introduction	6
1. Description et présentation du cadre et des acteurs.....	13
1.1. Présentation de la structure vivre la rue	
1.2. Présentation du site de la rue saint-malo	
1.3. Patrimonialisation : nouveaux terrains, nouveaux acteurs, nouveaux enjeux	
2. La patrimonialisation de la rue Saint-Malo : identification, appropriation et conservation.....	35
2.1. L'identification, émergence d'une conscience patrimoniale	
2.2. L'appropriation de la rue saint-malo par « vivre la rue »	
2.3. Conservation et réhabilitation de la rue Saint-Malo	
3. Les outils de la patrimonialisation, mise en mémoire, valorisation et commerce solidaire.....	56
3.1. La mise en mémoire de la rue	
3.2. La valorisation du patrimoine : la fête fait « vivre la rue »	
3.3. « au coin d'la rue »	
Conclusion.....	76
Bibliographie	80
Table des matières	85
Table des illustrations.....	87

Remerciements

À Jean-François Simon et Camille Mazé pour leurs conseils avisés sur l'orientation de ce mémoire.

À l'ensemble de l'équipe de Vivre la Rue pour leur accueil et la convivialité dans laquelle s'est déroulé mon stage.

À ma mère, Françoise, pour ses relectures et son soutien lors de la rédaction de ce mémoire.

Enfin, à Claire pour son aide précieuse dans la mise en page de ce travail.

Avant-propos

J'ai effectué mon stage de Master 2 Développement de projets en tourisme culturel à l'association Vivre La Rue de février à mai 2012. Vivre La Rue occupe depuis plus de 20 ans la rue Saint-Malo à Brest en conciliant la réhabilitation du patrimoine et la promotion d'une culture accessible à tous. Ce fut un choix entièrement volontaire de m'investir dans une structure utilisant la culture comme moteur de création de lien social. La culture a toujours représenté à mes yeux la meilleure des passerelles pour construire le « vivre ensemble », pour comprendre la différence et découvrir qu'autrui est avant tout une source de richesse. L'objectif était pour moi de pouvoir confronter mes convictions et mes valeurs, pouvoir douter de mes certitudes et comprendre comment la société civile peut œuvrer localement pour faire bouger les lignes parfois trop codifiées de notre société.

Le choix de la structure associative s'explique également par l'envie de vivre du concret, auprès des acteurs directs de la culture. Les associations jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans le milieu culturel ; elles pallient bien souvent à des institutions publiques limitées et sont l'expression directe du civisme et de l'engagement des individus qui veulent servir l'intérêt général. La forme associative se différencie également par son rapport financier à la culture ; il n'est pas question ici de profit ni de client mais d'un service (bien souvent gratuit) auprès d'un public, une relation qui semble plus adéquate à l'idée que la culture n'est pas un secteur marchand comme un autre.

J'ai découvert à Vivre La Rue un microcosme avec ses propres codes, ses propres mots, son histoire et son identité unique. Un monde animé par des gens d'horizons différents mais qui ont tous en commun l'envie de partager un savoir et une expérience. J'en tire une expérience humaine enrichissante qui marquera longtemps ma perception du milieu associatif. Dans ma position de futur professionnel de la culture, de nouvelles problématiques qui m'étaient jusque-là inconnues se sont inévitablement posées. J'essaierai de les aborder au mieux à travers l'écrit de ce mémoire de fin d'étude.

Introduction

« L'état d'abandon de la rue SAINT-MALO devient de plus en plus préoccupant, d'autant plus que les pavillons sont jonchés d'immondices. Des vagabonds s'y installent fréquemment. La police y a découvert récemment un cadavre »

*Registre des délibérations de la ville de Brest, 1982, Archives
municipales et communautaires de Brest*

« S'il est une rue qui fait bien partie du patrimoine brestois, c'est bien la rue de Saint-Malo ! »¹

Le Télégramme, Septembre

2011

Les mots ne sont jamais neutres lorsqu'on évoque la rue Saint-Malo. On l'aime, la déteste, la rejette ou l'accepte mais peu de ses promeneurs restent indifférents. Trente ans séparent ces deux articles et la vision de la rue Saint-Malo semble avoir nettement évolué.

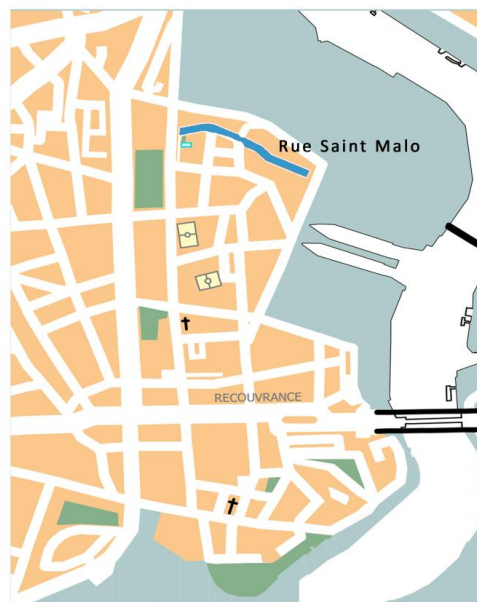


Figure 1 - Localisation de la rue Saint-Malo dans le quartier de Recouvrance

Source : Adrien Letzelter

¹ PELLEN Guy, Article du 16 Septembre 2011, consulté le 24 Juin 2012
<http://www.letelegramme.com/local/finistere-nord/brest/ville/journees-du-patrimoine-la-rue-de-saint-malo-en-sera-16-09-2011-1431969.php?xtmc=rue%20saint%20malo&xtr=11>

La rue Saint-Malo se situe dans la partie haute du quartier de Recouvrance. Rattaché à Brest par Louis XIV en 1680, Recouvrance a longtemps été perçu comme un quartier populaire peuplé de marins, d'ouvriers, de militaires et de prostituées ; un quartier bien souvent synonyme de misère sociale, aux immeubles insalubres et aux innombrables bars et troquets où s'amassent les matelots et les ouvriers de l'arsenal.

« Montez la grande rue de Recouvrance, encore entre des bars, des estaminets, car là, comme à Saint-Marc, comme dans la noire Kérinou, deux maisons sur trois présentent un débit ; quelles maisons, quels débits, où jamais personne n'a fait l'effort d'orner, laver, entretenir, dont toute la matière, irrémédiablement flétrie par les crachons et les fumées de cent hivers, s'est imprégnée, pénétrée de moisissures et de vieux relents humains ! Là s'étiole un peuple (souvent une famille par chambre, par taudis). [...] Pour langue, un français qui rappelle trop souvent que Brest eut son baigne, mais l'accent breton, [l'accent de Recouvrance] scande fortement cet argot. »²

Les bombardements de la seconde guerre mondiale ont moins touché Recouvrance que *Brest même* mais le quartier connut après-guerre des transformations importantes de sa morphologie initiale. Des rues furent ensevelies, des immeubles démolis et plusieurs plans de réhabilitation furent entrepris par la municipalité pour désenclaver le quartier³. Pour autant, il reste plusieurs traces d'avant-guerre et le quartier a progressivement pris la valeur de témoin de l'histoire face au manque de repères patrimoniaux dans des pans de ville entièrement reconstruits comme Siam. Dès 1978, le Télégramme invite les promeneurs à découvrir « *les pavés de Recouvrance* »⁴. Progressivement émerge une conscience de la valeur patrimoniale et identitaire du quartier, aussi bien à des fins touristiques que mémorielles. L'office de tourisme de Brest propose aujourd'hui plusieurs circuits du quartier reconnaissant largement son intérêt historique. L'intitulé du parcours est plus qu'évocateur : Recouvrance, mémoire d'une ville, « À Recouvrance, plongez dans l'ambiance du Brest d'avant-guerre et revivez l'histoire de ses habitants les « Yannicks » ! »⁵.

² CHEVRILLON André, « Au pays breton », *Revue des deux mondes*, Juillet 1924, p.6

³ Auteur inconnu, « Une nouvelle vie pour le Haut Recouvrance grâce à la restructuration immobilière », *Le Télégramme*, 12 mai 1976

⁴ Auteur inconnu, « Ballade sur les pavés de Recouvrance », *Le Télégramme*, 25 août 1978

⁵ KERVILLA Mireille, « Recouvrance mémoire d'une ville », consulté le 5 Juillet 2012

<http://www.brest-metropole-tourisme.fr/fr/professionnels/groupe/231-recouvrance-memoire-dune-ville>

L'ouverture récente du tramway ainsi que le projet de réhabilitation du plateau des Capucins entrepris par BMO vont considérablement transformer le quartier qui deviendra une étape incontournable des visiteurs et une place forte de la vie culturelle brestoïse.

La rue Saint-Malo est un des symboles de Recouvrance, tant par son histoire que par sa forme. Ancien lieu où se dressait le refuge royal, devenue une impasse depuis la construction de la levée de Pontaniou au début du XIX^{ème} siècle, la rue a toujours été considérée comme un lieu particulièrement prisé des marins et des ouvriers du plateau des Capucins. Elle tiendrait son nom des malouins qui travaillaient alors sur le plateau⁶. Les loyers y étaient les plus bas de la ville et les familles s'entassaient dans ces maisons vétustes surplombées par la prison de Pontaniou. On ne laissait pas les enfants s'y attarder⁷, la rue n'avait alors rien d'une aire de promenade. Les bombardements ont miraculeusement épargné les 100 derniers mètres de la rue marquant une division encore plus visible entre le haut et le bas de la rue. Après la guerre, les habitants désertent peu à peu le bas de la rue devenu trop insalubre et les maisons sont vite dépouillées de leur toit; la rue devient progressivement la décharge des habitants du quartier et un squat occupé par les plus démunis. Le dernier habitant, Sentik Le Meur, quitte le numéro 17 en 1987.

L'association Vivre La Rue est créée en 1989 par Mireille Cann. Elle occupe pendant un temps « Les Renc'arts », une ruelle couverte située au numéro 9 du boulevard Sébastopol, réaménagée en espace culturel où se déroulent expos, concerts et différents évènements. L'association se construit déjà une réputation sulfureuse en organisant des concerts malgré les interdictions de la mairie et en s'opposant publiquement aux directives municipales. A la fin de l'année 1989, Vivre La Rue est expulsée du boulevard Sébastopol, « Les Renc'arts » seront détruits pour faire place à un nouveau projet immobilier. Vivre La Rue s'installe au cours de l'année 1990 rue Saint-Malo, le chantier est alors énorme, pas d'eau, pas d'électricité ni de sanitaires, tout est à refaire. L'objectif est clair, il faut sauver la rue Saint-Malo, « Il ne faut pas que des endroits comme celui-ci meurent à Brest⁸ » clame Mireille Cann. Il faut rénover la rue devenue un véritable dépotoir, en faire un lieu de création et d'échanges artistiques tout en invitant les habitants du quartier à prendre part aux travaux de rénovation.

⁶ Des controverses persistent encore aujourd'hui sur l'origine exacte du nom de la rue entre « rue Saint-Malo » et « rue de Saint-Malo ».

⁷ Lors d'un entretien avec Madame Corre, ancienne résidente, elle m'avoua qu'il lui était défendu de se rendre dans la partie basse de la rue lorsqu'elle était enfant.

⁸ Auteur inconnu, « Que vive la rue Saint-Malo ! », *Ouest France*, Mai 1990

L'association envisage également de proposer plusieurs soutiens sociaux à ces mêmes habitants (aides juridiques, aide aux devoirs...) et d'organiser plusieurs événements festifs afin de revitaliser le quartier : le premier événement est organisé le 1^{er} mai 1991.



Figure 2 - Mireille Cann dans la rue Saint-Malo
Source : Ouest France, 12 novembre 1990

Bénévoles et habitants commencent le travail de réhabilitation dès le début de 1990 et un accord verbal est trouvé avec le maire de l'époque Pierre Maille en novembre de la même année pour l'occupation de la rue⁹. Pour autant, aucune convention n'est officiellement signée et Vivre La Rue ne jouit pas d'une image propre à faire le consensus entre les habitants du quartier, les élus et les différentes associations de préservation du patrimoine. Le maire adjoint des Quatre Moulins, Daniel Maloisiel, réagit vivement à l'installation de l'association :

« Je pense que la rue Saint-Malo, dernier témoignage du vieux Brest, mérite mieux que l'installation d'un groupe qui a récemment défrayé la chronique »¹⁰

Plus de vingt ans se sont écoulés et, bien que quelques riverains se plaignent encore du bruit lors des concerts, plus personne n'ose remettre en cause l'action de Vivre la Rue dans la rue Saint-Malo. Les rapports avec la municipalité se sont adoucis et l'association a acquis une véritable aura dans le paysage culturel brestois. Tous les étés, les événements culturels rassemblent plusieurs centaines de brestois, le passage aux « Beaux Dimanches » ou au « P'tites Lessives » a dépassé le cadre du simple festival et s'impose comme une étape incontournable de l'animation culturelle estivale.

⁹ Auteur inconnu, « Vivre La Rue » change de... rue, *Ouest France*, 12 novembre 1990

¹⁰ Auteur inconnu, « Vivre la rue, la colère de Daniel Maloisiel », *Ouest France*, 14 novembre 1990

Cette brève description des éléments contextuels semblait essentielle pour introduire notre propos. Notons ici que nous reviendrons plus en détail sur ces différents éléments lors du développement de ce mémoire. Nous sommes ici dans un cas particulier de mise en valeur du patrimoine par une association initialement perçue comme marginale et qui a progressivement acquis la reconnaissance et les encouragements des institutions publiques. Nous sommes également sur un territoire singulier, un quartier ouvrier et populaire qui pose inévitablement des questions de prise en compte de cette mémoire et de cette identité particulière. Les évolutions de considération du patrimoine sont nées de cette mémoire revendiquée. En tant que futur professionnel de la culture et du patrimoine, de nombreuses problématiques se sont posées, les liens entre patrimoine, culture et identité recèlent des zones d'ombre et la patrimonialisation de l'urbain prend parfois des formes insolites ; nous nous appliquerons ici à étudier le cas de la rue Saint-Malo.

Définition de la Problématique

Comment la rue a basculé en une vingtaine d'années du statut d'impasse délaissée vouée à la démolition à celui de patrimoine légitime devenu un nouveau symbole de la ville ? Tout l'enjeu de ce mémoire est de mettre en lumière le processus de patrimonialisation qui s'est opéré sur le site de la rue Saint-Malo. Comment la rue est passée « de la verrière au symbole »¹¹ ? Ce questionnement prend place dans un processus plus large de patrimonialisation de l'urbain, un phénomène récent qui révèle la transformation de notre rapport à la ville et de notre besoin de repères patrimoniaux pour recréer un lien social défaillant face à la « surmodernité »¹² du monde. La mondialisation provoque inévitablement un phénomène de retour au local à l'heure de l'avènement du global ; une recherche d'identité où le patrimoine joue un rôle primordial dans la définition de nouveaux repères. La patrimonialisation nouvelle des milieux urbains témoigne de plusieurs enjeux qui mobilisent l'imaginaire collectif, le sentiment identitaire d'appartenance et de reconnaissance ainsi qu'une vision forcément politique du patrimoine.

¹¹ Actes du colloque-Vivre la Rue-Nos 20 ans, « Espaces publics en colloque-action », 4 juillet 2009 disponible sur www.vivrelarue.net

¹² AUGE Marc, *Non Lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Editions du Seuil, Paris, Aout 2007, p.32

« La patrimonialisation et ses processus ne sont donc nullement neutres. [...] Ils expriment au contraire une affectation collective (sociale donc) de sens ; laquelle découle d'un principe de convention. Ce dernier traduit un accord social implicite (souvent territorialisé et institutionnalisé) sur des valeurs collectivement admises ; témoignage tacite d'une indéniable identité partagée »¹³

Nous sommes également dans une forme particulière de patrimonialisation non institutionnelle et non officielle, l'association Vivre la Rue porte un projet nouveau de construction de l'espace public ; une vision idéologique et iconoclaste du monde contemporain pouvant être qualifiée de *post 68* et qui prend comme support la rue Saint-Malo et la mémoire qui y est associée. Vivre la Rue témoigne d'une identité politique particulière qui pose le questionnement des moyens d'action et de légitimation mis en œuvre par l'association pour patrimonialiser la rue tout en restant fidèle à son idéologie initiale.

Difficile ici de rendre compte des différentes logiques (sociales, identitaires, affectives politiques...) qui influent sur le processus de patrimonialisation. Nous définirons donc trois grands axes afin de cerner au mieux le cas particulier de la rue Saint-Malo.

Une première partie sera consacrée à la description du cadre en présentant l'acteur principal, l'association Vivre la Rue, ainsi que le site de la rue Saint-Malo pour enfin définir de manière plus précise le phénomène de patrimonialisation de l'urbain, ses intérêts et ses enjeux. Il semblait nécessaire ici de procéder à cette première phase descriptive afin de pouvoir poser la singularité de notre objet d'étude. L'association Vivre la Rue témoigne en effet d'une identité particulière et porte des valeurs peu visibles dans le secteur patrimonial, nous sommes dans un cas pour le moins original de patrimonialisation par une structure ayant un fonctionnement et des codes peu conventionnels. La rue Saint-Malo est également un élément particulier qui renvoie à une histoire qui va à l'encontre de la vision traditionnelle du patrimoine, l'histoire des classes précaires dont les traces ont souvent été effacées et dont la mémoire est rarement mise en avant dans les milieux urbains. Enfin, nous aborderons plus précisément le concept de patrimonialisation de l'urbain qui sous-tend des enjeux politiques et sociétaux difficilement perceptibles mais qui consacre le patrimoine comme un objet de pouvoir conflictuel.

¹³ DI MEO Guy, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », publié dans Colloque « patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser », Poitiers Châtelleraut, 2007

Dans un deuxième temps, nous aborderons la genèse du processus de patrimonialisation qui induit inévitablement un phénomène d'identification et d'appropriation des acteurs. Vivre la Rue s'est ainsi identifiée à l'histoire et à la mémoire de la rue en y trouvant des éléments de concordance identitaires et idéologiques ; nous verrons plus en détail quels sont ces éléments qui ont permis l'identification. Le processus d'appropriation est lui beaucoup plus complexe car inévitablement conflictuel ; la légitimité de l'association à investir ce patrimoine fut remise en cause pour des raisons largement politiques. La conservation du passé n'est jamais neutre ou impartiale mais relève bien d'une sélection idéologique. Nous verrons à travers cette partie quelles furent les formes d'appropriation de Vivre la Rue à travers la production de *marques* et en quoi le cas de la rue Saint-Malo est particulièrement révélateur des mutations de la patrimonialisation, aussi bien au niveau des acteurs que des lieux patrimonialisés. A l'approche de ces deux concepts, nous aborderons également la réhabilitation du bâti, première tâche accomplie par l'association et étape indispensable à toute caractérisation d'un usage. Nous verrons par ailleurs quelles sont les formes actuelles de ce travail de conservation.

Enfin, dans une troisième partie, nous aborderons les outils de la patrimonialisation identifiés comme la mise en mémoire, la valorisation ainsi que la vitalisation du quartier via l'épicerie solidaire « Au Coin d'la rue ». Cette dernière partie sera également l'occasion pour moi de présenter quel fut mon rôle et mon travail au sein de ces différents processus. Le premier travail de mise en mémoire s'est effectué sur différentes échelles : d'une part l'acquisition d'une qualité érudite par l'association puis d'autre part la collecte des mémoires des anciens habitants de la rue. Notons ici que ce travail mémoriel s'inscrit également dans un processus de légitimation de l'association qui y trouvait là différents intérêts : trouver un fondement porteur de son idéologie (la défense de la parole des opprimés, des « oubliés ») et montrer que son action ne se limite pas à l'organisation d'évènements festifs peu appréciés de ses détracteurs. L'atmosphère politique de la rue créait, de fait, une médiation particulière que nous nous efforcerons d'aborder. Enfin, nous aborderons la valorisation de la rue à travers les différents évènements organisés par l'association depuis plus de vingt ans : expositions, concerts, colloques... Je m'attarderai ici plus amplement sur mon rôle lors de l'organisation des *P'tites Lessives 2012*. Rendre le patrimoine vivant pour le partager avec le plus grand nombre semble être le but premier de chaque patrimonialisation mais les moyens divergent largement d'un cas à l'autre.

Description et présentation du cadre et des acteurs

1

Cette première partie a pour objectif de décrire plus précisément l'association Vivre la Rue (présentation des personnes, des statuts, des objectifs de l'histoire et des moyens de fonctionnement) ainsi que le site de la rue Saint-Malo, sa morphologie et son histoire. La principale question qui se pose est de savoir si la rue Saint-Malo présente différents éléments pouvant justifier d'un intérêt patrimonial (au sens traditionnel de monument). Une question à laquelle la municipalité semblait avoir répondu par l'annonce d'un projet immobilier¹⁴ qui effaçait à tout jamais ce qui restait de la rue Saint-Malo. Comprendre le phénomène de patrimonialisation passe également par une approche des évolutions de la notion de patrimoine et quel rôle nouveau peut jouer la rue dans ces mutations.

¹⁴ Auteur inconnu, « Recouvrance aujourd'hui et demain : à pas de géant vers l'an 2000 », *Brest Mag'*, Octobre-Novembre 1986

1.1. PRESENTATION DE LA STRUCTURE VIVRE LA RUE

1.1.1. Historique

Tout commence au Renc'arts, une ruelle couverte située au numéro 9 du boulevard Sébastopol dans le quartier de Saint Martin à Brest. Le lieu est alors occupé par Mireille Cann, membre d'une troupe de marionnettistes et future fondatrice de Vivre La Rue, et qui a pour objectif de faire de ce hangar un lieu d'échange culturel en organisant, concerts, expositions, résidence d'artistes... L'aventure ne dure qu'un temps, le vieux hangar est au centre d'un nouveau projet urbain et la municipalité, qui prête alors le local, annonce l'expulsion prochaine de l'association. Entre temps, Mireille Cann fonde l'association Vivre la Rue dont les statuts officiels sont déposés en juillet 1989, soit quasiment une année avant que l'association n'investisse la rue Saint-Malo. Expulsée des Renc'arts, Vivre la Rue poursuit l'organisation d'évènements culturels et parvient à s'installer rue Saint-Malo en novembre 1990 lorsque Pierre Maille, alors maire de la ville, remet les clés du numéro 17¹⁵ à M. Cann.



Figure 3 - Les Renc'arts, 9 boulevard Sébastopol
Source : archives municipales et communautaires de Brest

L'objectif de l'association est clair : « préserver et réhabiliter la rue Saint-Malo afin d'en faire un lieu de création, de convivialité, de partage et d'actions culturelles¹⁶ ».

Pour autant, l'installation ne plait pas à tout le monde, Daniel Maloisiel, maire adjoint PCF des Quatre Moulins s'oppose à Vivre la rue ; une association de riverains « Vivre à

¹⁵ DE LOYNES Rodolphe, « De Sébastopol à Saint-Malo, Vivre La Rue change de... rue », *Ouest France*, 12 novembre 1990

¹⁶ www.vivrealarue.net

Pontaniou » est créée pour s'opposer à Vivre la Rue¹⁷ suite aux débordements du 1^{er} mai, première fête organisée par l'association. Les résidents acceptent mal l'arrivée de ces nouveaux voisins perçus comme une population marginale d'artistes et de « rmistes » n'ayant pas sa place dans la plus vieille rue de Brest.

Qu'importe, Vivre la Rue continue son projet et se heurte pendant plusieurs années à l'animosité des pouvoirs publics ; plusieurs projets d'urbanisme sont avancés par les élus qui entendent réaménager le quartier de Recouvrance et transformer les abords de Pontaniou jugeant le projet de Vivre la Rue plutôt « farfelu »¹⁸. La même année est expulsé du « Trou », un ancien bar désaffecté, Denis Thomas, marionnettiste proche de l'association ; l'expulsion provoque l'émoi général dans les rangs de Vivre la Rue. Les déboires de l'association ne font que commencer, la municipalité s'opposera pendant longtemps à Vivre la Rue. En 1993 est organisé un chantier d'insertion par la mairie pour réhabiliter une partie de la rue, Mireille Cann n'y voit là qu'un moyen détourné de les expulser¹⁹. Bien que le cas de la rue Saint-Malo attire les médias nationaux²⁰, les relations entre l'association et la municipalité restent largement conflictuels. Les menaces d'expulsion de plusieurs habitants de la rue et membres de l'association se multiplient. D'autres ennemis font également leur apparition, un mystérieux incendie ravage le numéro 15 de la rue alors occupé par un artiste ; M. Cann soupçonne alors un groupuscule de jeunes d'extrême droite dont les autocollants avaient été affichés dans la rue quelques jours auparavant.

Malgré tout, l'association parvient à maintenir son offre culturelle qui touche un public de plus en plus large. La programmation prend une nouvelle dimension à partir du printemps 2003 avec l'organisation du festival pluridisciplinaire *Le temps des cerises* qui attire de plus en plus les brestois. *Dansons la capucine* organisé dans le cadre des journées européennes du patrimoine rassemble également de nombreux brestois qui redécouvrent leur patrimoine. L'association acquiert une certaine notoriété, les articles de presse louant le travail de l'association se multiplient mais les diverses initiatives de la municipalité ne

¹⁷ E.M. « Vivre à Pontaniou ou Vivre la Rue? Guerre des assos dans le vieux Brest », *Ouest France*, 28 novembre 1991

¹⁸ RIVIER André, « Bertrand Cousin : « il faut transformer les abords de l'ex prison de Pontaniou » », *LeTélégramme*, février 1992

¹⁹ Auteur inconnu, « Chantier rue Saint-Malo, « un moyen de nous expulser affirme « Vivre la Rue » », *Le Télégramme*, 20 octobre 1993

²⁰ ALLAIN Pierre-Henri, « Réhabilitation, A Brest, gros temps sur la rue Saint-Malo », *Libération*, 27 octobre 1993

rassurent pas pour autant les membres de l'association. En 2005, la mairie entreprend de modifier quelques maisons devenues trop peu sécurisées pour les promeneurs ; Vivre la Rue y voit une énième tentative d'être écartée des projets de réhabilitation. L'association se mobilise²¹ et empêche in extremis l'intervention des bulldozers. Ce fut le dernier conflit ouvert avec la municipalité. Parallèlement, Vivre la Rue lance au printemps de la même année le festival *Les Beaux Dimanches* qui deviendra l'évènement phare de l'association qui propose plus de dix dates de festivités étalées de mars à septembre. Le festival est renommé à partir de 2009 *Les P'tites Lessives* et relogé au lavoir du haut de la rue. La première date de l'édition 2012, le 6 mai, rassembla plus 1200 personnes. C'est également en 2009 que l'association s'élargit en ouvrant un café-épicerie bio, le *1000 pattes* qui deviendra *Au Coin d'la Rue* en 2011, et qui propose un accès internet libre ainsi qu'une librairie en libre échange.

1.1.2. Quelles valeurs ?

Comment définir l'identité politique de Vivre la Rue ? La tentative de définition qui suit est tirée de mon observation personnelle, des discussions et débats auxquels j'ai participé avec les différents membres de l'association dont Mireille Cann ainsi que des éléments plus concrets qui attestent de cette orientation. Il semblait ici nécessaire de définir le cadre politique particulier de l'association. Cette identité induit en effet de s'adapter à un certain discours ainsi qu'à un répertoire d'action particulier. Au-delà de l'aspect symbolique, ce sont véritablement les comportements et le mode de fonctionnement qui sont déterminés par cette identité ; bénévoles ou stagiaires ne peuvent s'adapter à ce milieu que si ils partagent déjà des valeurs proches de celles portées par l'association.

L'idéologie politique de Vivre la Rue s'apparente au premier abord à l'identité libertaire *post 68* se revendiquant explicitement du mouvement alternatif²². Mireille a 20 ans en 1968 et elle reconnaît facilement l'influence du mouvement hippie comme du mouvement punk des années 70 sur sa construction personnelle, aussi bien dans les codes que dans les idées. On ne peut catégoriser formellement cette identité politique, Mireille Cann a toujours refusé de s'apparenter à une étiquette ou de s'assimiler à un parti politique mais elle partage

²¹ Auteur inconnu, « La rue Saint-Malo fait rempart », *Pays de Brest*, 18 février 2005

²² PELLEN Guy, « les héros de l'année, Mireille Cann : l'égérie alternative », 26 Décembre 2012, consulté le 24 Juin 2012, http://www.l'express.fr/informations/mireille-cann-l-egerie-alternative_650311.html

plus largement les valeurs et les combats dits de gauche. Vivre la Rue se retrouve et s'identifie ainsi dans les luttes humanistes, libertaires et égalitaires propres à son milieu, la défense des exclus, des « oubliés » (Chômeurs, sans papier, SDF, toxicomanes...) les luttes pour les droits des femmes, des homosexuels, des minorités... L'environnement et l'écologisme sont également au centre de ces convictions. Sans pour autant s'identifier au discours décroissant, l'association prend ainsi le parti de défendre une consommation raisonnable, solidaire et locale et soutient de près ou de loin les actions allant dans ce sens, lutte contre l'énergie nucléaire, soutien aux faucheurs d'OGM...

En ce sens, la première forme d'engagement de l'association est de recréer le lien social face aux dérives de la mondialisation qui individualise nos comportements et qui exclut bon nombres d'individus n'ayant pas les codes ni même l'envie de s'insérer dans ce système. Vivre la Rue est avant tout une association militante qui s'oppose à la société de surconsommation et qui construit son projet sur une vision solidaire et sociale du vivre ensemble. On observe ici un certain basculement plus global des formes d'engagement syndicales vers le milieu associatif culturel²³ qui modifie la morphologie sociale des associations. Le militantisme implique plus que la production d'un discours et exige une implication personnelle qui dépasse le simple cadre de la reconnaissance sociale. Le militantisme renvoie également à une certaine forme d'activisme dont les moyens d'actions se veulent innovants, parfois à la limite du légal, mais ayant toujours le souci d'impliquer les individus dans la démarche de prise de conscience citoyenne. Sans tomber dans une sorte de dogmatisme, les actions de Vivre la Rue sont donc spécifiquement orientées selon ce discours ; plus de 500 personnes en difficultés furent ainsi hébergées ponctuellement dans les locaux de l'association. Vivre la rue a milité également pendant longtemps pour la distribution de seringues aux toxicomanes, la réinsertion des personnes en situation d'exclusion....

Vivre la Rue renvoie par ailleurs à une certaine symbolique de la rue elle-même. Autour de la rue existe un micro monde en marge des usages conventionnels avec ses individus, ses réseaux et ses logiques. Il ne s'agit pas ici de vivre « dans » la rue²⁴ mais bien

²³ SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires, l'essoufflement des organisations syndicales traditionnelles*, Editions Flammarion, Paris, Novembre 2003, p.36

²⁴ La confusion fut réelle lors des premières années de l'association, beaucoup de sans-abris et de personnes en grande difficultés sociales se sont rapprochées de Vivre la Rue pensant avoir affaire à une association d'hébergement d'urgence

de « vivre la rue » comme un espace solidaire, créateur d'unité et apparaissant comme le lieu privilégié de revendications politiques où l'opinion publique tire sa force. Si pour beaucoup elle n'est qu'un lieu de passage comme un autre, la rue apparaît ici comme l'espace vivant par excellence. Plus qu'un lieu animé, la rue est empreinte d'un égalitarisme introuvable dans d'autre espace, elle n'appartient à personne et chacun est libre de se l'approprier selon son propre usage. Les pouvoirs publics n'ont qu'une influence limitée sur ce dernier et c'est bien souvent à leurs insu que se créent parfois les interactions sociales les plus insolites. Au cœur de la rue existe par ailleurs une expression artistique bouillonnante détachée des codes de la culture de masse. Aucune censure, aucune limite et des circuits de diffusion qui s'élargissent depuis l'apparition d'internet. L'objectif de Vivre la Rue est bien de soutenir cette création et de pouvoir proposer une offre artistique émancipée des circuits traditionnels. Théâtres, musée, salle de spectacles... relève en effet d'un accès socialement sélectif, l'*habitus* de classe, définit par P. Bourdieu dans *La Distinction, critique sociale du jugement*, détermine notre rapport et nos comportements face à la culture. Dès lors, l'art « dans » la rue devient essentiel car il n'est plus dépendant d'une classe particulière. Associé à ce constat, Mireille Cann considère que « L'art est la seule façon de combattre la barbarie, l'ignorance et l'indifférence²⁵ » ; l'art et la culture représentent à ses yeux le meilleur moyen de créer des passerelles entre les classes sociales, les âges et les visions différentes du monde. L'art peut « sauver le monde²⁶ », les artistes sont en quelque sorte les meilleurs créateurs de tolérance et d'ouverture d'esprit, seule manière de combattre nos différences. A travers cette conviction, c'est toutes les formes d'arts qui sont valorisées, musique, théâtre, littérature... L'important réside dans l'expression et la création.

Le site internet de l'association, www.vivrelarue.net, propose ainsi un aperçu du réseau que Vivre la Rue s'est créé autour de ces valeurs communes. Quelques exemples : le réseau « sortir du nucléaire », « AE2D-Agir » pour un environnement et un développement durables, « Park ar skoazell » (jardin de la solidarité), « Réseau populaire »... Il existe un véritable tissu associatif qui témoigne de la portée nouvelle de ces idées qui restent minoritaires mais qui ne sont plus pour autant marginalisées.

Un mémoire entier pourrait être consacré à la définition de l'identité politique de Vivre la Rue. Cependant il semblait essentiel d'en approcher les grandes lignes afin de cerner le

²⁵ Propos recueillis lors d'un entretien informel avec Mireille Cann le 24 Juillet 2012

²⁶ *Ibid*

milieu et les acteurs dans lequel la patrimonialisation s'est effectuée. Le patrimoine est ici un support plus qu'une fin en soi ; un élément qui relève toute l'originalité du sujet d'étude. Cette identité politique détermine largement l'action de l'association, chaque projet, chaque événement concourant à valoriser ces idées. C'est un système de valeur partagé par les membres de l'association qui définit son identité et forge l'unité du groupe. Une communauté particulière dont il faut pouvoir maîtriser les codes (du moins y être initié) et les valeurs pour s'intégrer et proposer un projet en adéquation avec l'identité du groupe. Cet élément est d'autant plus déterminant car, bien que ciblant l'ensemble des individus, les projets montés par l'association appellent eux aussi un public particulier.

1.1.3. Structure actuelle

Présentation du conseil d'administration 2012 :

Statut	Profession	Lieu de résidence	Lieu de naissance
<i>Présidente</i> Manier Marie (38ans)	Assistante maternelle	Quartier Saint-Martin, Brest	Quimper
<i>Trésorière</i> Guillon Karine (45ans)	Médiatrice culturelle	Plomelin (29)	Brest
<i>Secrétaire</i> Bussière Clémence (33ans)	Educatrice spécialisée (actuellement sans emploi)	Quartier de Recouvrance, Brest	Tours (37)
<i>Membre du CA</i> Commelin Isabelle (50ans)	Professeur d'histoire-géographie	Quartier de Queliverzan, Brest	Sevran (93)
<i>Membre du CA</i> Sicard Jean-Luc (30ans)	Juriste	Quartier Saint Martin, Brest	Tahiti
<i>Membre du CA</i> Le Paih Erwan (28ans)	Ingénieur de projets européens	Quartier Saint Martin, Brest	Ploemeur (56)
<i>Membre du CA</i> Guinot Michel (49 ans)	Artiste-peintre	Huelgoat	Brest
<i>Membre du CA</i> Barruhet Xavier (50 ans)	Architecte	Gaël	Dôle (39)

Bien que ne figurant pas officiellement au conseil d'administration, il est impossible ici de ne pas y ajouter Mireille Cann, fondatrice et membre à plein temps de l'association, médiatrice culturelle (actuellement sans emploi), résidente du numéro 17 de la rue Saint-Malo depuis 1990. Cette place prépondérante occupée par « Mimi » induit inévitablement une certaine personnification de l'association. Difficile de sortir de ce schéma, chaque projets, chaque actions passent par son approbation.

Aux membres du conseil d'administration s'ajoutent, selon mon évaluation personnelle, vingt à trente bénévoles qui viennent ponctuellement prêter main forte à l'association, particulièrement lors des manifestations culturelles. Certains d'entre eux viennent tous les jours, d'autres ne sont là que pour les fêtes. Je souhaite également citer ici Christophe. C, menuisier-ornementiste et artiste sculpteur (actuellement sans emploi) au profil atypique ; arrivé d'Albi en février 2012, il s'intègre rapidement à l'association, sa présence quasi quotidienne et son implication font de lui rapidement un membre à part entière de l'association. Ce sont ces gens, aux compétences et aux origines variées, qui font la richesse de Vivre la Rue et qui donnent vie à la rue Saint-Malo. Aux effectifs « traditionnels » s'additionnent également les personnes en travaux d'intérêts généraux, dont l'intérêt pour la rue diverge d'un cas à l'autre, mais qui constituent également une force de travail pour l'association. J'ai croisé au cours de mon expérience environ six à sept personnes en TIG, les profils sont divers, mais tous ont trouvé un cadre familial où le dialogue et l'écoute ne sont pas proscrits mais encouragés. Certains deviennent bénévoles de l'association par la suite. L'association accueille également de nombreux stagiaires de disciplines et d'horizons variés, certains deviendront aussi des bénévoles impliqués de l'association.

La morphologie sociale de l'association nous révèle également toute l'originalité de notre objet d'étude ; en témoigne une certaine homogénéité qui contredit la traditionnelle surreprésentation des « cadres » et des « professions intellectuelles supérieures » dans le milieu associatif culturel²⁷. Nous sommes ici dans le cas d'une association qui témoigne de l'intérêt progressif des classes moyennes pour la question patrimoniale. On remarque également que peu des membres résident dans le quartier de Recouvrance, un élément qui illustre la portée élargie de l'association qui est connue et reconnue de part et d'autre de la

²⁷ GLEVAREC Hervé, SAEZ Guy, *Le patrimoine saisi par les associations*, Editions Documentation française, Paris, Septembre 2002, p. 125

Penfeld. Bien que le capital économique des membres reste relativement faible (beaucoup d'entre eux sont en réalité à la recherche d'un emploi, occupent un emploi précaire ou reprennent une formation), on en déduit l'importance du capital culturel et social des leaders associatifs²⁸ qui motivent l'engagement citoyen et l'intérêt plus général pour le secteur culturel.

Les statuts officiels :

VIVRE LA RUE est une association loi 1901, basée RUE SAINT-MALO à BREST en FINISTERE [29], dont l'ambition est d'être un lieu d'épanouissement pour les projets et les individus en favorisant les rencontres artistiques et les propositions pluridisciplinaires comme des vecteurs permettant de renforcer le lien social, la valorisation d'un quartier sensible et la participation citoyenne.

Quatre objectifs généraux :

- ~ Préserver et dynamiser la rue populaire et historique de BREST Rue Saint-Malo
- ~ Etre une force de propositions culturelles et artistiques valorisant le quartier et ses habitants
- ~ Animer un lieu de rencontres, de partages, d'enrichissement personnel et d'échanges intergénérationnels.
- ~ Encadrer une fonction d'appui pour les projets artistiques, associatifs et proposer un espace d'aide aux individus



« Vivre la Rue » a pour objet la préservation et la réhabilitation de lieux en péril. Elle entend ainsi, défendre les droits des générations futures, faire naître et vivre des lieux de rencontre et d'échange pour tous.

Ses moyens d'actions sont, notamment :

- La restauration et l'entretien de la rue Saint-Malo et de son environnement en Bio-Construction avec l'aide de jeunes en difficulté, de personnes handicapées, d'organismes de formation, de professionnels, de collectivités et de toutes personnes sensibles aux projets de l'association.
- la création de spectacles, d'expositions, de fêtes populaires, de supports écrits ou audiovisuels,
- La mise à disposition et la gestion d'espaces de travail ouverts aux artistes et artisans d'art pour y créer, répéter, exposer.
- L'aménagement et la gestion de lieux de représentation.

Source : www.vivrelarue.net

Comprenons ici que nous sommes dans le cas particulier d'une association ne disposant que de très peu de moyens financiers par rapport à l'envergure de sa notoriété et de ses activités ; l'ensemble des recettes provenant de subventions et du festival des *P'tites Lessives* (la vente de boissons représentant facilement plus de 70% du total des recettes). L'orientation économique de l'association est de pouvoir offrir l'accès aux manifestations

²⁸ VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines, Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Editions PU Rennes, Rennes, Septembre 2008, p. 37

culturelles au plus grand nombre, ce n'est que depuis peu qu'une participation volontaire est demandée aux participants. Un point d'honneur est également mis à rémunérer l'ensemble des artistes. Conformément à la loi, l'association ne réalise pas de bénéfice, l'ensemble des recettes étant réinvesti dans les projets futurs. Deux emplois ont été créés, un poste de médiatrice culturelle (occupé aujourd'hui par Karine Guillon) ainsi qu'un poste d'animateur socio culturel à mi-temps chargé d'animer l'espace *Au Coin d'la Rue*. L'association s'est également pourvue d'une personne en service civique depuis juin 2012. Pour autant, ces postes restent précaires et la santé financière de l'association tient pour beaucoup au réseau solidaire qu'elle su se construire, les ressources personnelles des bénévoles, l'entraide avec différentes structures (associations et centre sociaux)...

Vivre la Rue est une structure qui ne répond pas aux logiques professionnelles de rentabilité, de tenue des délais ni même de contrôle des horaires de ses membres. Nous sommes dans une structure où chaque projet doit, tant que faire se peut, trouver ses propres financements et recourir à bien des moments au « système D ». Une donnée qui limite largement la marge de manœuvre au premier abord mais qui n'empêche pas Vivre la Rue de s'engager dans des projets financièrement peu viables. L'intérêt reste avant tout de créer.

1.2. PRESENTATION DU SITE DE LA RUE SAINT-MALO

1.2.1. Historique

Le premier tracé de la rue Saint-Malo apparaît en 1694 ; alors située en périphérie du bourg de Recouvrance, la rue n'est alors qu'un chemin qui mène au chantier maritime de l'anse de Pontaniou. On construit sur le terrain de la Madeleine à partir de 1736 le Refuge Royal sur des plans Choquet de Lindu et dont on confie l'entretien aux sœurs de Saint Thomas de Villeneuve. Les autorités de l'époque apprécient fort peu la légèreté des mœurs de la ville qui connaît une hausse importante de la présence de prostituées aux abords de l'arsenal, le Refuge Royal sert alors de lieu de détention aux « femmes de petite vertu », aux libres penseuses et à toutes celles qui refusent de se soumettre à l'autorité paternelle ou maritale. Les femmes sont marquées au fer rouge de la fleur de lys, fouettées, humiliées et employées aux travaux de couture de l'arsenal. Le Refuge Royal est incendié en 1782 par le personnage légendaire de « La Belle Tamisier » qui s'écria « Ici, je vais faire mon carnaval » lors de son procès, le Refuge est ravagé par les flammes le mardi des gras de la même année.

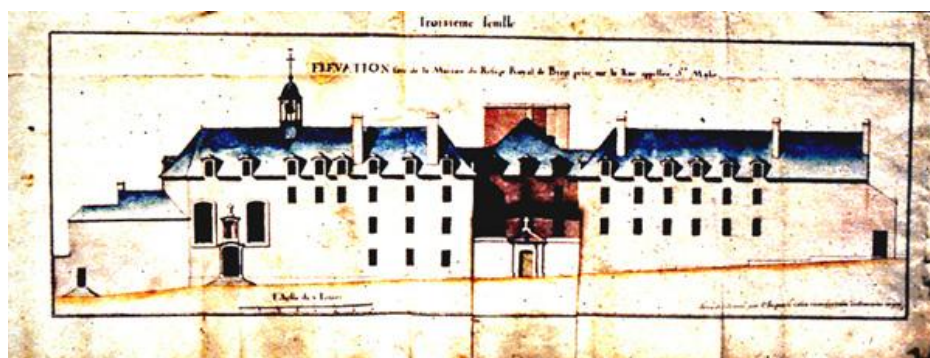


Figure 4 - 1736, Plan de façade du Refuge Royal

Source : Archives municipales et communautaires de Brest

C'est au début du XIX^{ème} siècle que la rue va connaître une profonde transformation de sa forme initiale. Sous l'impulsion de l'aménagement de l'arsenal, le bas de la rue est condamné par la construction de la levée de Pontaniou et du bâtiment aux lions qui accentue l'isolement de la rue devenue une impasse et dont seul un sombre escalier rejoint la rue du Carpon située juste au-dessus. C'est également au cours de cette période (1805-1810) qu'est construite la prison de Pontaniou, initialement prévue pour être une prison militaire, elle deviendra une prison civile par la suite pour être finalement désaffectée en 1988 pour cause

d'insalubrité. La rue se retrouve en quelque sorte coincée par le haut mur de la Madeleine, la prison et le plateau des capucins qui voit défiler plusieurs générations d'ouvriers et de matelots. Une population précaire à laquelle s'ajoutent les nombreuses prostituées qui fréquentent le quartier, attirées par les tous aussi nombreux débits de boisson. La morphologie sociale de la rue se couple ainsi à son isolement géographique dans un quartier lui-même marginalisé ; la rue devient une sombre ruelle peu fréquentable et où peu de promeneurs osent s'aventurer.

La seconde guerre mondiale marque une rupture considérable dans l'histoire de la ville ; Brest est le théâtre des bombardements alliés pendant l'été 1944. La ville occupée depuis juin 1940 est libérée mais au prix d'une destruction quasi-totale du centre-ville. La rive gauche, *Brest même*, est complètement sinistrée. Après-guerre, il faut reconstruire vite, les urbanistes de la reconstruction font le choix d'un harassment total et un nouveau centre-ville au quadrillage moderne et aux immeubles uniformes naît au cours des années 50. Le quartier de Recouvrance est moins touché par les bombardements, le tissu urbain, dont les immeubles insalubres datent pour la plupart d'avant-guerre et du XIX^{ème} siècle, est majoritairement maintenu. Ce contraste entre la rive gauche reconstruite et Recouvrance accentue les différences traditionnelles entre les deux rives. Miraculeusement, la rue Saint-Malo est partiellement épargnée, les cents derniers mètres conservent leurs formes initiales. Pour autant, la rue garde sa mauvaise réputation, seuls les plus bas revenus occupent les maisons décrépies de la rue. A partir des années 70, la municipalité rachète progressivement les immeubles et incite les derniers habitants à profiter des nouveaux grands ensembles récemment construits. Seuls quelques commerces et le lavoir du haut de la rue tentent vainement de sortir la rue de son isolement, la rue est fatalement condamnée à l'oubli des brestois. Les immeubles laissés vacants sont alors squattés par quelques associations marginales dont certains groupuscules néo nazis. Les toitures en zinc des maisons abandonnées sont progressivement dépouillées, laissant les eaux s'infiltrer et aggravant l'état de délabrement de la rue. Le constat de la municipalité en 1982 est plutôt alarmant :

« L'état d'abandon de la rue SAINT-MALO devient de plus en plus préoccupant, d'autant plus que les pavillons sont jonchés d'immondices. Des vagabonds s'y installent fréquemment. La police y a découvert récemment un cadavre. Le voisinage est particulièrement inquiet, notamment Madame SANQUER, domiciliée à BREST, 8, rue du CARPON. Elle aperçoit, de chez elle, l'aller et venue des squatters. Elle se plaint de

refoulements d'odeurs nauséabondes et craint pour l'avenir la prolifération de rongeurs et la pullulation d'insectes. 1... 1 La solution la plus efficace serait d'entreprendre une action d'envergure dans le cadre de la réhabilitation du quartier de RECOUVRANCE en engageant une procédure pour la déclaration d'insalubrité de cet îlot (No 1 au No 25). Cependant, trois immeubles sont encore occupés, ce qui ne facilitera pas cette opération. »²⁹

En 1987, le dernier habitant de la rue, Sentik Le Meur, quitte le numéro 17. La rue devient la décharge des habitants du quartier ; on est alors bien loin de l'idée d'un patrimoine symbole. Personne hormis quelques érudits locaux ne se soucie de la rue Saint-Malo, entrevue alors comme l'illustration des tréfonds de l'ancien Brest, un passé populaire dont il semblerait logique d'en effacer les traces. C'est dans cet état que Mireille Cann découvre la rue en 1988.



Figure 5 - Vue générale de la rue Saint-Malo, 1985
Source : Archives municipales et communautaires de Brest

1.2.2. Inventaire actuel

L'objectif de cette partie est de présenter les différents espaces accessibles à l'association.

²⁹ Ville de Brest, « Registre des délibérations de la ville de Brest », Archives municipales et communautaires de Brest



Figure 6 - Vue générale du bas de la rue Saint-Malo, octobre 2011

Source : Adrien Letzelter

La rue se compose de 13 maisons sur deux ou trois étages datant pour certaines du XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle. Seulement quatre (le 7, le 15, le 17 et le 19) disposent d'un toit ou d'une couverture légère. Le numéro 13 rebaptisé « Le petit jardin » fut reconverti en espace vert menant à une venelle située derrière les habitations. En face de ces dernières se dresse le mur du terrain de la Madeleine qui abritait l'ancien Refuge Royal, l'espace appartient à l'armée et bien que quelques évènements eurent lieu sur le terrain par le passé, les relations avec la marine se sont récemment tendues. Il n'est plus question aujourd'hui de pouvoir y avoir accès. Derrière le terrain apparaît la prison de Pontaniou mentionnée précédemment. Plusieurs projets de reconversion furent envisagés mais aucun ne semble avoir pris de perspectives concrètes.

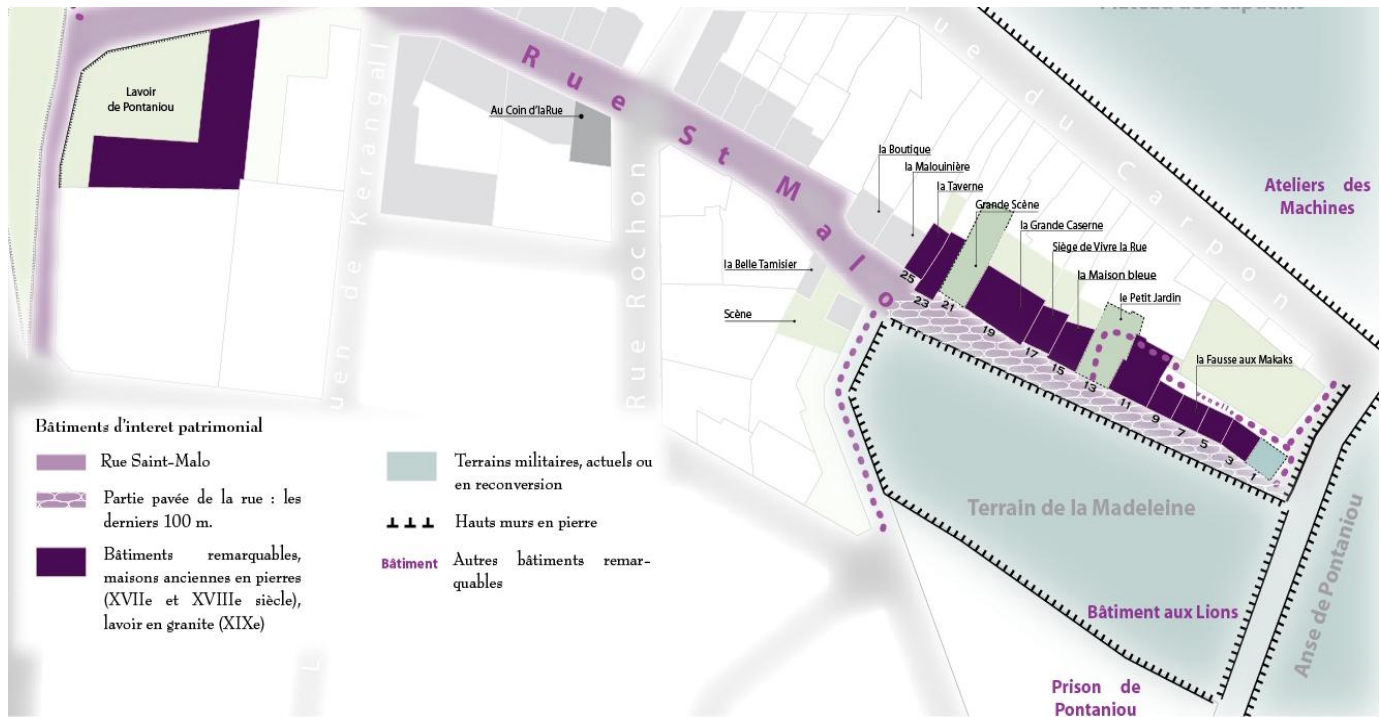


Figure 7 - Plan détaillé de la Rue Saint-Malo
Conception : Cathy André

Plusieurs maisons furent reconverties au fil des années : le numéro 7 dit « La Fausse aux Makaks » sert désormais de lieu d'exposition ; le numéro 15, « La maison bleue » qui dispose de l'électricité est également devenue un espace d'exposition et sert de résidence temporaire pour artistes et proches de passage ; la « Grande Caserne » dotée d'une couverture légère, devient un bar provisoire lors des manifestations dans la rue. Sur les ruines du numéro 21 se dresse désormais une scène tandis que le numéro 25, « La Taverne » est toujours en cours de réhabilitation, elle peut néanmoins accueillir un espace aménagé en rez de chaussée et une chambre au premier étage. En plus des habitations, l'association dispose de deux autres locaux à l'entrée du bas de la rue, « La belle Tam » où une petite scène fut aménagée ainsi qu'un espace pouvant accueillir les réunions ou assemblées générales et servant également de logement provisoire. Enfin, face à la Belle Tam, l'association a réaménagé un garage qui sert désormais d'atelier, de lieu de stockage et se transforme en petite boutique lors des évènements dans la rue.

Depuis peu, l'association dispose également du lavoir de Pontianou datant de 1882 situé en haut de la rue et progressivement déserté depuis les années 1990. Une scène y a été aménagée et le lieu est suffisamment grand pour accueillir la nouvelle édition des « P'tites

Lessives », l'évènement phare de l'association. L'espace est mis à la disposition de toutes les structures désirant y accéder. Plusieurs centres de loisirs viennent y pique-niquer ou y organiser des jeux de plein air tout comme plusieurs associations venant profiter de la scène pour y faire des répétitions. Le lavoir a également servi de lieu de création du projet franco-colombien *versus-nomada* en juin 2012.



Figure 8 - Vue générale du lavoir du haut de la rue Saint-Malo

Source : Adrien Letzelter

Bien qu'appartenant à BMO, Vivre la Rue dispose aujourd'hui librement de tous ces espaces. Plusieurs chantiers de maintenance et d'entretien sont ponctuellement organisés par la mairie mais il faut bien comprendre ici que la gestion de tous ces lieux demande beaucoup de temps et d'énergie pour les membres de Vivre la Rue. L'usage de désherbant étant strictement prohibé, le plus gros du travail concerne sans doute la végétation qui s'incruste dans la moindre brèche et fragilise les murs, la plupart des espaces étant à découvert ou mal isolé, il faut quotidiennement entretenir les lieux contre l'invasion de ronces et plantes en tout genre. Dans les moments de temps morts, je n'ai moi-même pas échappé à la tâche de jardinage.

L'ensemble de la rue ainsi que le lavoir furent classés en 2001 à l'initiative de la municipalité en tant que ZPPAUP, zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager par sa proximité avec le bâtiment aux lions. L'appellation définit ainsi un périmètre intelligent et concède à la rue sa morphologie remarquable. Si dans les faits, chaque intervention sur le site doit passer par un accord préalable avec la municipalité, pour de nombreux menus travaux, l'association ne s'embarrasse pas des contraintes administratives qui ralentissent chaque projet. En revanche, pour des travaux de plus grande envergure, l'association ne peut rien faire sans l'aval du service patrimoine de BMO.

1.3. PATRIMONIALISATION : NOUVEAUX TERRAINS, NOUVEAUX ACTEURS, NOUVEAUX ENJEUX

1.3.1. Les nouveaux terrains du patrimoine

La seconde guerre mondiale marque une rupture nette dans l'évolution de nos perceptions du patrimoine. Les institutions responsables de sa sélection s'engagent dorénavant vers de nouveaux terrains ne se limitant plus à l'appréciation du « remarquable » ou de « l'exceptionnel ». En plus de considérer un patrimoine devenu immatériel (traditions vivantes, chants, costumes, langues...), le cadre bâti ne se limite plus à la notion traditionnelle de « monument historique ».

Les années d'après-guerre voient en effet naître les notions de patrimoine urbain et industriel. La Grande Bretagne fut la première à se questionner sur l'intérêt de conserver et de réhabiliter les traces de son industrie qui a largement modelé l'histoire du pays depuis le XIX^{ème} siècle. Le questionnement s'étend à l'ensemble de l'Europe sous la pression de voir l'urbanisme fonctionnaliste détruire l'illustration matérielle d'un passé encore présent dans les représentations collectives. Usines, hauts fourneaux, machines industrielles font progressivement l'objet d'une attention particulière. En plus du patrimoine industriel, le milieu urbain fait également son entrée dans la sphère patrimoniale. On observe l'extension spatiale de la notion qui ne considère plus le monument historique comme un élément isolé mais comme faisant partie d'un tissu urbain plus global. En témoignent les lois du 25 février 1943 et du 4 août 1962, la première instaure ainsi un périmètre de 500m autour des monuments historiques, la seconde établit une délimitation de périmètre de secteurs sauvegardés. Ces lois se complètent en 1983 par la création des ZPPAU évoquées précédemment. Ces lois ne sont pas anodines et illustrent ainsi l'extension spatiale du cadre patrimonial, le milieu de vie, autrement dit la ville, devient potentiellement patrimoine. Par cette extension, c'est le sens même de la notion qui évolue. Le cas des grands ensembles Le Corbusier à Firminy est particulièrement révélateur de cette tendance. Sans être dupe des intérêts politiques et économiques qui ont favorisé la mise en mémoire de l'ensemble, on observe la patrimonialisation d'un bâti ayant une fonction initiale de logement social devenu par la suite le fer de lance de la politique touristique et culturelle de la ville.

« Le Corbusier. Firminy constitue à ce titre, un véritable laboratoire de la patrimonialisation. Tout d'abord parce que le processus se déroule sur une courte période : à l'échelle d'une génération, nous observons le passage de l'œuvre architecturale au patrimoine. Ensuite parce qu'il concerne un espace doublement périphérique : nous nous situons à l'extrémité ouest de l'agglomération stéphanoise, aux confins de la Loire et de la Haute-Loire, au sein du grand ensemble de Firminy- Vert, aux limites méridionales de la commune. Enfin, nous touchons à un type de fonction, le logement social, et à un type de production architecturale, marquée par l'industrialisation du bâtiment, auxquelles la notion de patrimoine commence tout juste à s'élargir. »³⁰

Le cas de la rue Saint-Malo se situe ainsi au confluent de ces notions de patrimoine industriel et urbain. On explique ces évolutions de la notion par le retour progressif à l'identité locale comme référence d'appartenance. La mondialisation, l'effritement de l'identité nationale, le besoin de références identitaires plus proches et plus accessibles illustrent ainsi la nouvelle dimension territoriale du patrimoine. Cette évolution naît avant tout d'une volonté politique par la réforme de décentralisation administrative vers les collectivités régionales ainsi que par la création des Directions Régionales des Affaires Culturelles (DRAC). La notion de territoire devient alors centrale, en plus de construire une unité administrative, on pense désormais en terme d'identité régionale et locale en réponse à la globalisation et à l'uniformisation de nos comportements culturels.

A travers ces évolutions, c'est une transformation sociétale plus globale que l'on observe, la reconnaissance de la mémoire populaire et ouvrière qui trouve désormais une expression matérielle dans ces nouveaux patrimoines. Le monument historique, expression la plus symbolique de la domination culturelle, n'est plus le seul objet de référence commune. Bien que les édifices associés aux élites restent prédominants dans les politiques de patrimonialisation, de nouveaux lieux faisant directement référence à la mémoire populaire naissent chaque année ; une transformation à mettre en relation avec l'apparition de nouveaux acteurs dans le champ patrimonial.

³⁰VESCHAMBRE Vincent, « Patrimonialisation et enjeux politiques : les édifices Le Corbusier à Firminy », in *Patrimoine et environnement : les territoires du conflit*, *Noroi*, n° 185, tome 47, 2000-1, pp. 125-138

1.3.2. Les nouveaux acteurs du patrimoine

En plus des nouveaux objets, la patrimonialisation s'étend désormais à de nouveaux acteurs ; la société civile s'empare depuis les années 1990 d'un processus jusque-là exclusivement réservé à l'Etat. Cette évolution est à mettre en relation avec les transformations sociales de la période d'après-guerre ; le poids de plus en plus important des classes moyennes et leur ascension sociale ainsi que la disparition relative de la classe dite ouvrière transforment par ailleurs le rapport à la mémoire légitime. La notion de patrimoine jusque-là savante se popularise et se démocratise résultant également d'une entreprise politique : en témoigne la création des journées européennes du patrimoine en 1984. H. Glévarec et G. Saez dans *Le patrimoine saisi par les associations* étudient de près ce nouvel aspect de la patrimonialisation. Les années 90 voient en effet la création de nombreuses associations du patrimoine marquant dans le même temps la transition de l'engagement syndical vers le terrain socio culturel. Le patrimoine n'est plus envisagé selon sa forme première mais se voit désormais investi de revendications sociétales et identitaires plus globales, développement durable, création de lien social, construction de réseau solidaire.... N'étant plus une fin en soi, le patrimoine devient alors un support privilégié de la transmission de l'idéologie portée par un groupe.

De nouveaux acteurs impliquent inévitablement de nouvelles logiques. Le patrimoine se construisant en premier lieu comme l'investissement identitaire d'une communauté, chaque groupe peut ainsi trouver dans n'importe quel objet le relais de sa mémoire commune, de son identité même. Se pose alors la question de la légitimité mémorielle du groupe à s'inscrire dans ce processus. Les critères de sélection des traces étant devenus propres à chaque groupe ; comment juger du « bien commun » et de l'importance de la transmission de tel ou tel patrimoine ? Si le cas de petites chapelles isolées ou de vestiges militaires ne semblent pas poser de problème car ils font clairement écho à l'idéologie nationale, de nombreux autres objets appartenant plus au domaine domestique et populaire sont nettement plus conflictuels.

Comme le rappelle G. Di Méo : « Tout patrimoine résulte d'une stricte production sociale à finalités idéologiques, politiques ou économiques »³¹

³¹ DI MEO Guy, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », publié dans Colloque « patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser », Poitiers Châtelleraut, 2007

Dans le cas où la dénomination même du patrimoine appartient désormais à différents acteurs, on entre inévitablement dans un rapport conflictuel pour la valorisation et la reconnaissance d'une mémoire propre à tel ou tel groupe. Cette dernière relève d'une lecture particulière de l'histoire qui entre en conflit avec la mémoire dite officielle. Le cas de la guerre d'Algérie est particulièrement évocateur de cette « guerre des mémoires ». Un combat qui mobilise bien plus que la sphère savante et qui trouve également ses relais dans les domaines artistiques et populaires. Bien que chaque communauté puisse désormais s'emparer d'un patrimoine auquel elle s'identifie, la reconnaissance des institutions publiques reste l'indispensable sésame pour admettre la mémoire du groupe comme légitime. Difficile de juger ici de cette légitimité, chaque groupe et chaque mémoire méritant sa place dans les représentations publiques et méritant également de se questionner sur son identité :

« A travers l'histoire, nous cherchons à nous comprendre nous-mêmes, nous voulons savoir qui nous sommes, alors que le mythe (mais aussi la mémoire et ajouterons nous, le patrimoine) donnent un sens au temps qui passe, au temps passé (alors l'histoire peut aussi devenir mythique) et à venir. »³²

Le cas de la rue Saint-Malo entre clairement dans ce processus conflictuel. Reconnaître la mémoire ouvrière et populaire que l'association entend valoriser entre forcément en conflit avec les intentions de la municipalité qui tente de se construire une nouvelle image. Une reconnaissance d'autant plus compliquée car elle est le fait d'acteurs peu présents dans le secteur patrimonial et perçus initialement comme une population marginale.

1.3.3. L'intérêt patrimonial de la rue Saint-Malo

Le cas de la rue Saint-Malo n'échappe pas aux logiques de la patrimonialisation mais s'inscrit dans un contexte et sur un territoire particulier. Brest est une ville qui s'est « sauvagement » reconstruite ne laissant que très peu de trace du passé ni même de la reconstruction.

³² RAUTENBERG Michel, *La rupture patrimonial*, Editions A La Croisée Eds, Grenoble, Mars 2003, p. 55

« Brest même -la rive gauche de l'ancienne ville close -a été détruite deux fois, de deux façons différentes: par les armes et par un choix d'urbanisme qui conduisit à l'arasement systématique des ruines comme des fortifications et à la constitution d'un plateau artificiel, parfois trente mètres au-dessus du site initial. Brest est une ville détruite, mais aussi une ville engloutie. Il n'est pas interdit de penser que la seconde opération fut plus dramatique que la première, au point d'en venir à douter qu'une ville antérieure ait jamais existé. »³³

Brest est également une ville marquée par la forte présence militaire qui dépossède, en quelque sorte, les brestois de leur cadre de vie. On ne peut pas dire que la Penfeld, pour ne prendre que cet exemple, soit complètement appropriée par les brestois qui y voient plus un élément restrictif et cloisonné qu'accessible et identitaire. Le peu d'éléments patrimoniaux qui ont été conservés ne sont ni appropriés ni suffisamment valorisés, c'est le cas du château qui reste largement un symbole militaire ou de la Tour Tanguy dont le désuet musée qui y est installé mériterait une valorisation plus contemporaine. La typologie actuelle de la ville provoque chez les brestois non pas un rejet total mais une sorte d'incompréhension esthétique et un « déficit symbolique » et identitaires. Si la municipalité se soucie désormais plus du patrimoine et de la mémoire ouvrière qui a rythmé l'histoire de la ville (en témoigne le réaménagement du plateau des capucins et la conservation de plusieurs machines), l'aspect patrimonial de la ville s'est souvent construit dans un relatif déni du besoin de références identitaires. La reconstruction de la ville après-guerre marque également un développement à deux vitesses des deux rives ; Recouvrance n'a pas connu le même engouement des urbanistes ni des pouvoirs publics, ce n'est que très tardivement que les projets de réaménagement urbains et touristiques s'y sont développés bien que le quartier conserve plus de traces mémorielles que l'autre rive. Un élément qui illustre une certaine réticence de la municipalité passée à valoriser un quartier et une mémoire populaires. Les perspectives évoluent et la dernière décennie marque une nouvelle vision des pouvoirs publics pour le patrimoine de Recouvrance ; pour preuve, l'aménagement du jardin des explorateurs ou encore le désir de J. Quilien, maire adjoint des quatre moulins, de commander un circuit touristique d'interprétation autour du quartier³⁴.

³³ LE COUEDIC Daniel, «Brest et la pierre philosophale », in *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, sous la dir. de Yves Le Gallo et al., Liège, Mardaga, 1992, p. 200.

³⁴ J'ai moi-même travaillé sur ce projet lors du premier semestre de ma formation par la production d'un parcours d'interprétation autour du personnage de Jean Quemeneur

Dans ce contexte de carences symboliques, la rue Saint-Malo apparaît comme particulièrement précieuse par sa nature de rareté. Seule rescapée des bombardements, la rue parvient à faire le lien entre le nouveau Brest (par son usage) et l'ancien (par sa forme). En plus de son intérêt purement esthétique, la rue témoigne d'un intérêt mémoriel non négligeable dans la mesure où peu de lieux à Brest font ainsi référence à la mémoire populaire et ouvrière qui a profondément dessiné l'identité de la ville. La rue, dans sa forme actuelle, présente également un fort potentiel touristique et économique. Celle-ci se jouxtera ainsi au projet de réaménagement du plateau des Capucins et risque, au cours des prochaines années, de voir exploser sa fréquentation et sa renommée. Pour autant, nul ne sait quelle sera la conséquence de ce projet qui, inévitablement, engendrera un phénomène de gentrification du haut Recouvrance. Le risque de voir la rue perdre ses valeurs originelles est bel et bien présent, les acteurs impliqués devront alors être très attentifs au devenir de la rue qui pourrait être dénaturée sous la pression d'une population ayant une approche différente du patrimoine.

La patrimonialisation de la rue Saint- Malo : identification, appropriation et conservation

2

Cette première partie descriptive semblait ici nécessaire afin de cerner le cadre de notre objet d'étude, aussi bien au niveau de sa forme que de ses acteurs. C'est également une étape indispensable pour tout concepteur de projet culturel, il faut pouvoir comprendre le milieu et le cadre dans lequel on évolue pour pouvoir dans un premier temps, s'intégrer, puis ensuite proposer un projet ou une collaboration en adéquation avec ce milieu et ses valeurs. Le travail de collecte et d'observation prend alors une dimension particulière.

Le cas de la rue Saint-Malo illustre ainsi parfaitement les nouveaux enjeux de la patrimonialisation au centre de conflits mémoriels et idéologiques. Vivre la Rue est un acteur pour le moins original par sa composition sociale et par un ensemble de valeurs politiques peu représentées dans le cas du patrimoine ; quasi subversives, ces valeurs marquent la transition de la nature du patrimoine vers de nouvelles perspectives de création de lien social sur un territoire historiquement populaire. Cependant, la longévité et la réussite de Vivre la Rue se sont orchestrées autour de trois processus que nous aborderons dans cette deuxième partie. L'identification ou l'émergence d'une conscience patrimoniale par un groupe social particulier, l'appropriation physique et symbolique du patrimoine notamment par la production de *marque* et enfin la légitimation de sa présence par différents procédés.

2.1. L'IDENTIFICATION, EMERGENCE D'UNE CONSCIENCE PATRIMONIALE

2.1.1. La « trouvaille »

C'est en 1988 que Mireille Cann, accompagnée d'un ami, découvre la rue qui est alors en état de dégradation avancée. Comme mentionné précédemment, la rue est alors complètement abandonnée depuis le départ du dernier habitant un an auparavant. La rue est devenue un endroit dangereux où peu de gens osent s'aventurer. Des croix gammées sont taguées sur les murs, la plupart des maisons se sont vu dépouillées de leur toit et la végétation prend progressivement possession des lieux. Pour Mireille, il s'agit véritablement d'un coup de foudre. Bien qu'abandonnée, la rue témoigne d'un charme unique à ses yeux. Mireille saisit d'emblée l'« esprit du lieu », ayant toujours vécu à Brest, habituée depuis l'enfance à l'uniforme quartier de Siam, cette rue apparaît alors comme une sorte d'écrin où le temps s'est suspendu. Sa valeur symbolique prend alors le dessus sur son aspect esthétique. Il s'agit véritablement d'une « trouvaille » au sens décrit par Jean Davallon³⁵ par son caractère abandonnée et oubliée et sa redécouverte de manière inattendue. On assiste ici à un renversement positif du regard sur la rue.

C'est précisément le fait que la rue ait perdue sa valeur d'usage qui a permis d'enclencher cette première étape de tout processus de patrimonialisation. On observe ainsi le paradoxe de l'état de découverte de la rue, c'est le fait qu'elle soit ainsi oubliée de tous qui a pu susciter la naissance du premier sentiment de patrimonialisation. Comme si, finalement, c'était une bonne chose que les habitants du quartier en aient fait leur décharge et que seuls quelques érudits en connaissent encore l'existence. De la menace de l'oubli émerge une conscience patrimoniale. L'oubli est un danger mémoriel de perte de trace du passé, un sentiment qui mobilise, avant toute construction savante, notre affect et notre rapport à notre milieu. Chaque démolition, soit la destruction de trace, est ainsi perçue, par les gens s'étant

³⁵ DAVALLON Jean, « Comment se fabrique le patrimoine ? », article issu du numéro hors-série Sciences Humaines n°36, Mars/ Avril/ Mai 2002
http://www.scienceshumaines.com/comment-se-fabrique-le-patrimoine_fr_12550.html

investis du lieu, comme une violence symbolique et l'expression de la domination de ceux qui établissent les critères de sélection.

Nous parlons ici d'une double identification, Mireille est la première à identifier la rue Saint-Malo comme potentiel patrimoine qu'il faut sauvegarder et dans le même temps, elle s'est immédiatement reconnue dans ce patrimoine

2.1.2. Un lieu de « concordance idéologique » créateur d'appartenance

Vivre la Rue est créé au cours de l'année 1989 et l'association s'installe rue Saint-Malo en novembre 1990. La rue présente comme premier avantage de permettre l'installation de l'association nouvellement créée dans un espace désaffecté. L'abandon total de la rue n'avait pas, a priori, provoqué de réactions d'hostilité des habitants ou des pouvoirs publics. Mais la rue ne représente pas uniquement un lieu d'usage et propose véritablement une force symbolique faisant écho à l'idéologie portée par Vivre la Rue depuis les Renc'arts. Quoi de plus appropriée qu'une association qui défend une certaine image de la rue et des populations précaires pour s'emparer d'un lieu hautement symbolique de l'histoire populaire de la ville. C'est l'identité même de Mireille, autrement dit de l'association, qui trouvait là son relais matériel et symbolique dans la ville. Elevée par une mère « permissive » selon ses propres mots, Mireille s'est très vite construite au gré des expériences de la rue, rencontrant ses personnages atypiques et adoptant ses codes particuliers. La rue est un monde à part auquel se rattache une culture singulière aux avant-postes de la création artistique ; un monde où se côtoie le pire comme le meilleur ; lieu de misère sociale, la rue n'en est pas moins un milieu où s'expriment sans doute le plus les réseaux solidaires. La rue Saint-Malo présente en effet un caractère de « concordance idéologique » et identitaire avec les membres de Vivre la Rue. En premier lieu car c'est effectivement une rue entière dont elle prenait possession, permettant ainsi de faire « vivre la rue », mais c'est également une rue qui reflète et concrétise les aspirations politiques de l'association.

L'identification de l'association pour la rue Saint-Malo fut possible car chaque élément portait en lui une compatibilité politique particulière. Le refuge Royal, symbole du traitement des femmes, la rue elle-même qui appelle l'histoire des populations défavorisées,

oubliées et encore rejetées, les croix gammées qui illustrent le traditionnel combat contre l'extrême droite... Tout semblait concorder pour engager un nouveau combat socioculturel aux multiples thèmes de médiation. L'état de dégradation avancé de la rue permettait également à l'association de s'engager dans un projet stimulant, tout étant à recréer. Dès lors, les objectifs sont fixés, il faut « sauver la rue Saint-Malo » de ses adversaires, l'oubli et l'aveuglement des pouvoirs publics qui n'y voyaient alors qu'une ruelle marginale et insalubre.

L'identification d'un groupe pour un patrimoine permet ainsi de marquer son appartenance à un groupe social particulier ainsi qu'à une identité particulière. Les membres de Vivre la Rue revendiquent ainsi leur appartenance (ou du moins leur attachement) à ce monde de la rue et construisent ainsi leur légitimité autour de l'action collective elle-même. Ce même sentiment qui fait défaut dans nos sociétés individualisées et qui réduit considérablement les liens de sociabilité. La forme associative exprime par ailleurs une action collective socialisante qui crée la première forme de lien social. C'est bien la construction de groupes solidaires et leur capacité à prendre place dans l'espace urbain, à « être visibles dans la ville » qui est en jeu à travers le processus d'identification. Les membres de l'association, au-delà de leurs différences, revendiquent une identité commune et établissent ainsi un réseau actif autour de ce patrimoine.

2.2. L'APPROPRIATION DE LA RUE SAINT-MALO PAR « VIVRE LA RUE »

2.2.1. Logiques d'appropriation

L'identification seule ne permet pas de patrimonialiser un héritage, il faut que le groupe puisse se l'approprier, autrement dit *le rendre sien*. L'appropriation permet ainsi au groupe de passer du « patrimoine perçu » et hiérarchisé au « patrimoine vécu » et accessible ; une fois approprié, il devient alors une marque de présence du groupe dans la ville légitimant son existence même. Un défi de taille pour des groupes dits « dominés » qui ne disposent pas des mêmes ressources humaines et économiques que les institutions traditionnellement désignées pour s'approprier le patrimoine. Nous sommes ici dans ce cas de figure d'une « patrimonialisation par appropriation » ou « patrimonialisation par le bas » à l'inverse d'une « patrimonialisation par désignation »³⁶ par les institutions étant jusque-là la forme la plus courante.

L'appropriation prend différentes formes selon le groupe et selon le contexte. La première, sans doute la plus légitime et la plus inégale, est matérielle et économique. Seules les collectivités ou quelques particuliers fortunés peuvent y accéder ; très peu d'associations deviennent propriétaires du patrimoine revendiqué. Posséder le patrimoine relève en effet d'un accès ultra sélectif et socialement connoté. Ce dernier perd alors sa notion de « bien commun » en se privatisant et en y restreignant l'accès ; il devient, dans l'usage comme dans les perceptions, l'expression matérielle de la domination sociale et illustre la marchandisation d'un lieu renfermant une certaine forme de mémoire collective. Il peut être perçu comme une forme de violence symbolique au même titre que la démolition ; le patrimoine privé, bien que toujours dans l'espace public, se cloisonne pour ne concerner qu'une faible partie de la population. Pour autant, la privatisation du patrimoine permet également de sauver un bien parfois trop coûteux pour les collectivités qui ne peuvent en prendre la charge. Cette appropriation matérielle n'est pas forcément conflictuelle dans le cas où aucun groupe ne s'identifie ni ne revendique ce patrimoine.

³⁶ Rautenberg Michel cité par VESCHAMBRE Vincent, « Patrimonialisation et enjeux politiques : les édifices Le Corbusier à Firminy », *op. cit.* p.25

La deuxième forme d'appropriation, la plus courante dans le secteur associatif, est juridique sous forme de bail ou de convention qui permet d'établir un compromis officiel entre le propriétaire et le groupe en établissant un certain nombre de critères quant aux formes de valorisation et de marchandisation. Cette appropriation permet au groupe de faire un usage quasi autonome du patrimoine. Cependant, l'absence de forme juridique n'empêche pas systématiquement l'usage, il existe bien des accords officieux et amicaux qui permettent un usage ponctuel du patrimoine. V. Veschambre décrit également une appropriation de nature cognitive :

« En développant une connaissance approfondie d'un élément patrimonial, notamment s'il s'agit de la transmettre lors de conférences ou de visites, les militants associatifs deviennent de véritables initiés, qui s'approprient les lieux de manière symbolique. »³⁷

C'est cette appropriation symbolique qui nous intéresse ici plus particulièrement. Ne disposant ni des ressources ni de la légitimité, Vivre la Rue s'est approprié symboliquement la rue Saint-Malo par différents procédés sur lesquels nous reviendrons par la suite. V. Veschambre s'est intéressé plus particulièrement à cette forme d'appropriation encore inexplorée dans le domaine des sciences sociales :

« Une forme d'appropriation de l'espace qui suppose la production, l'usage de symboles, dotés d'une « efficacité sociale et politique » (Debardieux, 2003), pour signifier que tel espace, tel lieu, tel objet est associé à un groupe, à une institution, à un pouvoir. »³⁸

Bien qu'un accord verbal ait été trouvé avec Pierre Maille, ancien maire de Brest, lors de l'installation de l'association, il n'existe aucune forme contractuelle officielle entre le propriétaire (Brest Métropole Océane) et Vivre la Rue. Nous sommes donc dans un cas pour le moins original d'occupation de l'espace qui relève également d'une appropriation physique illégale mais partiellement tolérée. Le « squat » de la rue Saint-Malo s'apparente ainsi au répertoire d'action contestataire de désobéissance civile : contourner la loi lorsque celle-ci est perçue comme injuste et illégitime par le groupe. Nous ne sommes pourtant pas dans une logique illégaliste puisque Vivre la Rue a toujours tenté de négocier cette installation en mettant en avant les nombreux bénéfices apportés. Le non consensus de Vivre la Rue et de la

³⁷ *Ibid*, p.33

³⁸ *Ibid*, p.33

municipalité crée une situation particulière illustrant prodigieusement la nouvelle nature du patrimoine comme un enjeu de pouvoir attelant au rapport de force en présence. Malgré les tentatives d'expulsions, Mireille Cann occupe depuis 1990 le numéro 17 de la rue Saint-Malo, une durée qui lui permettrait de faire valoir un droit d'usucapion³⁹ la rendant propriétaire de ce bien. Des négociations sont actuellement en cours. Les pouvoirs publics semblent aujourd'hui être dans une position attentiste

2.2.2. Les notions de *marques* et de *traces*

La ville est un monde extrêmement codifié par de nombreux symboles qui définissent notre rapport à notre milieu. Panneaux autoroutiers, encarts publicitaires, panneaux d'affichages... Autant d'éléments qui rendent la ville intelligible et créent une unité d'usage entre les individus. Pour comprendre l'appropriation symbolique, nous nous intéresserons plus particulièrement aux concepts de *marque* et de *trace* qui permettent de saisir ce processus complexe de marquage de l'espace. Cette forme particulière peut être approchée selon différents angles mais comme le rappelle V. Veschambre :

«Mais l'appropriation de l'espace est surtout liée à la production, au réinvestissement de formes matérielles, véritable point d'appuis pour manifester, exprimer, revendiquer une telle appropriation.»⁴⁰

Le marquage est ainsi envisagé comme une étape déterminante de l'appropriation par la production de signes propres au groupe et visibles dans la ville. On définit la marque comme une production volontaire s'inscrivant dans le présent et destinée à perdurer dans le temps ; la trace renvoie quant à elle au passé et ne relève pas d'une intention particulière ; cette dernière est alors réinvestie par le groupe en y superposant de nouveaux symboles. Les marques et les traces peuvent ainsi prendre différentes formes, du graffiti à la construction éphémère, toutes deux illustrent ainsi la présence d'un groupe particulier dans la ville.

³⁹ Le mot usucapion ou prescription acquisitive désigne la manière dont la propriété immobilière peut s'acquérir par une possession paisible et publique prolongée. Les délais par usucaper, la manière dont ils sont calculés sont fixés par l'article 2258 du code civil. Ces délais sont susceptibles d'interruption et de suspension.

BAUMANN Alexis, BRAUDO Serge, www.dictionnaire-juridique.com/définition/usucapion.php

⁴⁰ VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines, Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Editions PU Rennes, Rennes, septembre 2008, p. 40

Les différences de registre entre traces et marques (d'après F. Ripoll [2006,p.25]) :

	TRACE	MARQUE
Temporalité	Incarné le passé	Fait référence au présent
Intentionnalité	Non intentionnelle	Intentionnelle
Signification	Anonyme. Renvoie plutôt à une activité, un évènement.	Renvoie plutôt à un acteur
Synonymes	Empreinte, vestige, indice	Signature
Actions possibles	Identification, réinvestissement, mise en valeur/effacement	Entretien/dégradation, destruction

Source : Veschambre V. Traces et mémoire urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition

Le marquage permet ainsi au groupe de s'inscrire dans l'espace et le temps. La mémoire, autrement dit l'identité associée au groupe, trouve alors un support matériel pour s'affirmer et ainsi se légitimer. Ces marques définissent l'identité du groupe et favorisent le sentiment d'appartenance à travers des formes symboliques familières. Le marquage est donc envisagé comme l'expression d'une forme de pouvoir, celui de s'affirmer dans l'espace autour de repères communs qui figent l'identité du groupe sur un territoire délimité. Ce pouvoir symbolique est bien souvent conflictuel car il s'oppose, se superpose au marquage des autres groupes qui, eux aussi peuvent revendiquer un territoire.

Les symboles de la ville sont bien souvent l'expression de la classe dominante qui maîtrise et modèle la ville en y imposant ses propres codes. La ville est un espace socialement hiérarchisé où chaque groupe social trouve sa place (plus ou moins juste) par les processus de ségrégation, de ghettoïsation et de gentrification qui sont bien souvent le fait de la classe dominante qui dispose des moyens de s'approprier n'importe quel espace. Les pouvoirs publics, malgré toute leur bonne volonté, peinent parfois à lutter contre ce lobby des dominants ; il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil au nombre de villes aisées qui ne proposent pas le nombre de logement sociaux imposés par la loi⁴¹. Les processus de ségrégation ou de ghettoïsation des populations les plus pauvres (comme des plus riches) dans

⁴¹ Auteur inconnu, « Logements sociaux : ces villes hors-la-loi », 20 Décembre 2010
<http://www.europe1.fr/France/Logements-sociaux-ces-villes-hors-la-loi-345955/>

un territoire délimité relève également d'une véritable volonté politique : le cas de la Seine-Saint-Denis illustrant les politiques urbaines d'après-guerre, pour ne prendre que cet exemple, est criant.

Le marquage de la ville prend alors une dimension quasi « résistante » contre l'imposition des symboles dominants et la destruction des traces des dominés. Le concept illustre ainsi la revendication de ces derniers à être présents légitimement dans la ville ; « On existe » pour ainsi dire. Bien que la durée des marques dans le temps soit relativement faible, elles permettent à un moment donné d'assimiler tel territoire à tel groupe permettant ainsi l'appropriation de ce même espace.

2.2.3. L'exemple de la rue Saint-Malo

Il semblait ici nécessaire de faire un point sur les nombreux symboles qui parsèment la rue et qui illustrent comment l'association s'est approprié ce patrimoine. Ce sont véritablement les *marques* de cette appropriation qui lient Vivre la Rue et la Rue Saint-Malo. L'impact sur les représentations collectives de la rue est considérable ; pour chaque visiteur ou promeneur, on associe immédiatement la rue à un groupe particulier rendu visible par ces marques. Le territoire est délimité dès le haut de la rue ; on comprend dès lors que l'on entre dans un espace particulier.

La première forme d'appropriation est sans doute dans la dénomination même des lieux. Au fil des années et des projets, l'association a progressivement rebaptisé les habitations de la rue. Le 7 est devenu la « fausse aux Makaks » depuis un récent projet de couverture de la maison qui abrite dorénavant une exposition permanente ; le 11 a été rebaptisé « salle un-un » et accueille une petite scène ; le 13, complètement ouvert, est devenu « le petit jardin » ; le 15 « la maison bleue » ; le 19 « La grande caserne » et le 25 est devenu « La taverne ». S'est ainsi construit un vocabulaire propre à l'association dont seul les membres et les sympathisants en ont l'usage.



Figure 9 - Fresque du haut de la rue
Source : Adrien Letzelter

Apparaît dès le haut de la rue cette fresque reprenant la figure historique du matelot habillé selon les codes vestimentaires anti fascistes des années 70. La dominance du rouge et du noir exprimant également cette appartenance. En plus d'illustrer l'appropriation de la rue, les symboles produits par l'association s'inscrivent dans une politisation plus large de l'espace. La fresque indique en effet que le groupe lié à ce territoire sera hostile à tout autre groupe se revendiquant d'extrême droite. Le territoire est ainsi marqué en s'influçant de l'iconographie d'extrême gauche et des milieux alternatifs.



Figure 10 - La « Grande scène » au 21 de la rue
Source : Adrien Letzelter

Autre exemple ici avec ce détournement de l'œuvre *La liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix, le drapeau français ayant été remplacé par le symbole nucléaire illustrant

la prise de position écologiste de l'association. L'inscription « Ne pas céder sur l'impossible » appartenant au registre alter mondialiste.



Figure 11 - Inscription de « Vivre la Rue » dans la rue Saint-Malo
Source : Adrien Letzelter

Par ces différents éléments inscrits directement sur les murs de la rue, Vivre la Rue s'associe directement à l'espace. On retrouve également l'iconographie propre au monde de la rue.



Figure 12 - La « Belle Tamisier » devenu emblème de l'association
Source : Adrien Letzelter et www.vivrelarue.net

Le cas de la « Belle Tamisier », personnage légendaire ayant incendié le refuge royal, illustre parfaitement le réinvestissement d'une trace du passé. La jeune femme est devenue le symbole même de l'association.

2.3. CONSERVATION ET REHABILITATION DE LA RUE SAINT-MALO

Selon G. Di Méo, « La conservation est sans doute le fondement de toute action patrimoniale⁴² ». Il faut pouvoir garder les traces du patrimoine pour ensuite pouvoir le transmettre. Le cas de la rue Saint-Malo est significatif car il aura fallu plus de 15 ans pour que la rue trouve un aspect adéquat à sa patrimonialisation. Ce travail s'inscrit également dans un processus de légitimation de l'association qui, étant perçue jusque-là comme une population déclassée, se devait de prouver que son objectif de « sauver la rue » était bien réel. Notons également que la patrimonialisation du bâti n'est rien sans comprendre la définition de sa valeur d'usage que nous aborderons ultérieurement. L'objectif, ici, se concentre sur l'aspect matériel de la rue sans oublier le fait qu'elle n'est qu'un support plus large du projet collectif qu'elle porte. Il est difficile d'aborder la conservation du patrimoine sans maîtriser un minimum le vocabulaire architectural ; c'est un domaine qui m'est malheureusement peu familier mais la conservation et l'entretien du lieu furent quotidiennement présents lors de mon expérience, je me devais d'en rapporter mes impressions.

2.3.1. « 20 ans d'effort »

Pour que le bâti devienne patrimoine, il lui faut pouvoir témoigner d'une valeur d'authenticité permettant d'assurer le lien mémoriel entre le passé et le présent. Le patrimoine trouve ainsi appui sur ces valeurs de rareté et d'ancienneté qui le démarquent du reste du tissu urbain. Cependant, nous ne sommes pas ici dans l'entretien d'une certaine nostalgie mais dans la construction d'un projet résolument tourné vers l'avenir. La transformation du milieu urbain s'entrevoit ici dans une construction citoyenne et participative de l'espace.

⁴² DI MEO Guy, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », *op.cit.* p.27

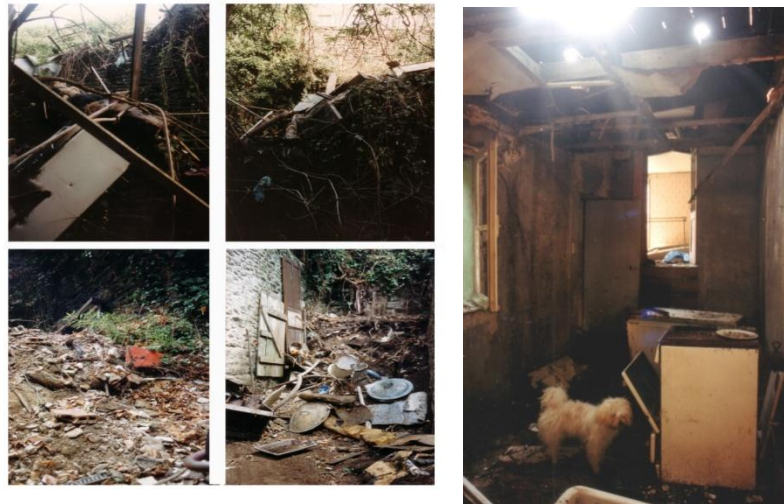


Figure 13 - Rue Saint-Malo avant l'arrivée de Vivre la Rue, 1990
Source : Archives de Vivre la Rue

La rue en 1990 n'a rien de comparable à celle de 2012. Le premier travail de l'association fut d'extraire les innombrables gravats et ordures qui empêchaient alors toute tentative d'installation. Les travaux se concentrèrent également sur le numéro 17 qui disposait miraculeusement de l'eau courante et de l'électricité.



Figure 14 - Les premiers travaux de l'association- 1990-1992
Source : www.vivrelarue.net

Sous les gravats apparaissent alors de nouveaux éléments venant apporter une plus-value à l'ensemble et témoignant également d'une certaine authenticité des lieux. La deuxième affiche mentionne ainsi « [...] reste à creuser pour voir apparaître enfin, les pavés en microgranite de l'île longue, devenus si rares à Brest ! Il y a là un patrimoine authentique

dont l'intérêt est manifeste ! ». Bien que hors des cadres conventionnels, l'association s'aligne ainsi sur les critères traditionnels de sélection du patrimoine afin de le faire reconnaître en tant que tel. Pour ce faire, il fallut trouver une certaine crédibilité, construire un projet viable et acquérir les compétences techniques à la hauteur des ambitions visées. C'est dès 1991 que Vivre la Rue élabore son projet de centre international d'artiste⁴³, plus de 70 partenaires sont trouvés, les priorités sont établies : il faut empêcher l'écoulement des eaux qui fragilisent encore plus la maçonnerie et consolider cette dernière. Plusieurs maisons sont réhabilitées et accueillent désormais plusieurs artistes locataires, la rue n'est plus l'impasse dangereuse de la fin des années 80. Un constat que la municipalité commence à reconnaître ; la mairie prévoit en effet d'organiser un vaste chantier d'insertion et de réhabilitation à partir de 1993⁴⁴. Cependant, la municipalité accompagne sa démarche d'un avis d'expulsion à l'intention de Vivre la Rue et tente ainsi de récupérer le fastidieux travail entrepris par les bénévoles depuis les trois dernières années. Ce n'est pas tant la rue qui pose problème mais véritablement l'usage qu'en fait l'association. Le conflit est avant tout politique, deux visions du patrimoine s'affrontent sous la pression du maire adjoint des Quatre Moulin D. Maloisiel, fervent adversaire de Vivre la Rue. L'association tiendra bon malgré les tentatives d'expulsion, Mireille Cann reconnaît que la presse et l'opinion publique furent ses meilleures armes dans ce combat inégal.

C'est à partir des années 2000 que la réhabilitation de la rue prend une nouvelle dimension. Xavier Barruhet, architecte et actuellement membre du conseil d'administration de l'association, apporte ainsi la garantie technique qui manquait jusque-là. Alors directeur adjoint du centre de formation Eskemm spécialisé en rénovation de monuments anciens et en bio-construction, X. Barruhet va s'engager bénévolement dans le projet de Vivre la Rue. Numérisation 3D de la rue, diagnostic, relevés topographiques, construction d'un projet de quartier en bio-construction... Son réseau et ses compétences apportent ainsi une nouvelle crédibilité ainsi qu'une aide précieuse pour pouvoir disposer de matériel et d'un savoir-faire professionnel.

⁴³ RIVIER André, « L'ambition de « Vivre la Rue » : un chantier populaire pour accueillir un centre international d'artiste », *Le Télégramme*, 11 novembre 1991

⁴⁴ P.G., « Chantier de préservation du patrimoine urbain, La rue Saint-Malo sera sauvée », *Ouest France*, 19 octobre 1993

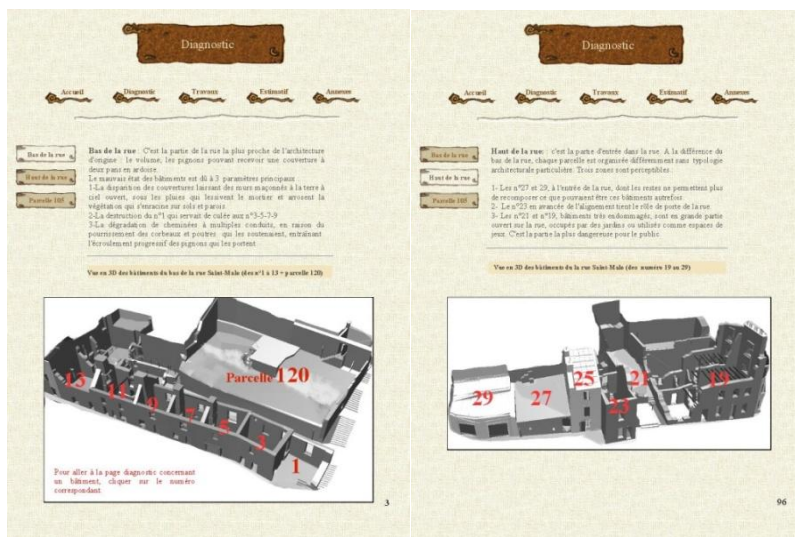


Figure 15 - Extraits du plan de rénovation de la rue élaboré par Archi-Bio
 Source : www.vivrelarue.net

Le travail réalisé par X. Baruhet via l'association *Archi-Bio* nouvellement créée propose dans un premier temps un diagnostic précis et détaillé des éléments fragilisés ; le projet présente également plusieurs propositions de réaménagement de certains espaces comme la construction d'un théâtre au numéro 19. Chaque transformation est envisagée selon les critères de construction durable respectant l'environnement. C'est à partir de ce travail que Vivre la Rue a pu s'engager dans un vaste projet de rénovation en 2007 autour de pignons et de cheminées qui menaçaient de s'écrouler ainsi qu'au réaménagement du numéro 19. Le chantier est financé par Brest Métropole Océane mais l'initiative en revient à Vivre la Rue qui dispose désormais de compétences lui permettant d'agir directement sur le bâti. Les travaux permettent également de rendre l'apparence initiale des numéros 15 et 17 en enlevant les enduits qui les recouvraient jusque-là.



Figure 16 - Le numéro 15 pendant intervention, octobre 2007
 Source : www.vivrelarue.net

En 2008 est organisé un nouveau chantier ayant pour objectif de poser une couverture légère au numéro 7 permettant de créer un nouvel espace exploitable. A l'initiative de ce projet, deux associations musicales, les « Makaks Mekaniks » et « Les Fausses Notes » qui financent une grande partie du chantier. Pour la réalisation, Vivre la Rue s'associe également avec plusieurs étudiants de l'école Archi-Nantes dont G. Augustin qui réalisa son stage de fin d'études rue Saint-Malo. Plusieurs membres de Vivre la Rue participèrent également au projet.



Figure 17 - Le chantier de la « Fausse aux makaks », juillet 2008

Source : www.vivrealarue.net

Ce type de chantier illustre parfaitement comment les réseaux solidaires permettent d'agir directement sur la réhabilitation du bâti sans dépendre des institutions publiques. L'autorisation de la municipalité reste indispensable mais par ce type d'action collective, l'association bénéficie d'une certaine indépendance sur le réaménagement de l'espace et sur la définition de sa valeur d'usage. La « Fausse aux Makaks » deviendra le lieu de l'exposition permanente mise en place par Vivre la Rue.

2.3.2. 2012 : Mise en place de chantiers participatifs

2012 fut une année particulièrement riche pour la réhabilitation de la rue. Habitée à organiser plus de quinze événements culturels par an, l'association fit le choix cette année de se consacrer plus amplement au réaménagement de la rue. Deux chantiers furent donc organisés pour les mois de mai et juin. L'ampleur de la tâche est telle face à la dégradation des édifices que Vivre la Rue ne peut envisager un projet sans l'intervention d'acteurs extérieurs. S'offrent alors deux possibilités : travailler en collaboration directe avec les services municipaux comme ce fut le cas pour le chantier de 2007 évoqué précédemment ou

passer par d'autres réseaux associatifs dotés des compétences nécessaires et permettant une plus grande marge de manœuvre dans la réalisation et l'usage. Le réseau associatif permet ainsi à Vivre la Rue de disposer d'un certain pouvoir de décision et d'un droit de regard sur la finalité des projets. Bien qu'aucune rénovation ne puisse s'envisager sans l'autorisation de la municipalité, les projets que je vais aborder à présent ont permis à l'association de rester dans sa perspective de création citoyenne et participative de l'espace tout en restant fidèle à son souci de construction écologique.

Le collectif Etc

Du 14 au 20 mai 2012 s'est déroulé un premier chantier participatif organisé conjointement par Vivre la Rue et le collectif « Etc. ». Le projet de ce collectif créé en 2010 s'inscrit dans un circuit plus global de « Détour de France ». Pendant un an, douze architectes et graphistes parcourent la France à vélo en s'arrêtant dans plusieurs villes pour y mettre en place, en collaboration avec des associations ou des collectivités locales, des chantiers participatifs d'aménagement urbain, des ateliers de découvertes, des conférences... L'objectif premier du projet est de pouvoir repenser notre rapport à la ville dans une perspective de construction citoyenne de notre cadre de vie. Chaque projet vise ainsi à impliquer directement les individus, à les rendre responsables de leur environnement par la mise en place de processus participatifs favorisant l'échange, l'apprentissage et le partage d'expérience commune. Les projets donnent un rôle moteur à la population locale et font interagir différents acteurs de la fabrication de la ville. En privilégiant les interventions in situ et l'échange sur place, elles incitent au débat, à l'expérimentation et au questionnement sur l'espace qui nous entoure.

Le collectif est entièrement autonome, chaque intervention étant subventionnée par les collectivités locales ; le rôle de Vivre la Rue fut essentiellement d'apporter un soutien logistique au collectif en mettant à disposition les locaux ainsi qu'une partie du matériel. Le rôle de l'association fut également de communiquer sur l'évènement et d'activer son réseau via son site internet et par l'affichage et la diffusion du flyers du chantier. Les douze membres furent logés pendant toute la période de réalisation à « la Maison Bleue » et un espace de travail fut également aménagé à « La Belle Tam », le local situé plus haut dans la rue. C'est M. Gueguenou, membre originaire de Brest et coutumier des évènements organisés par Vivre la

Rue, qui entra en contact en début d'année avec l'association pour penser un projet commun et établir les modalités de réalisation.

Pour le cas de la rue Saint-Malo, le collectif a conçu un projet en lien avec les besoins de l'association et en adéquation avec l'usage de la rue. C'est à partir de ce double objectif que l'intervention s'est concentrée sur le numéro 11 de la rue en valorisant le cheminement existant à travers les maisons en ruines ainsi qu'en transformant cet espace en salle de spectacle extérieur. L'idée était également de pouvoir concevoir une rampe traversant l'édifice et permettant ainsi d'en faire un balcon offrant un point de vue insolite sur la nouvelle scène réaménagée ainsi que sur la rue.

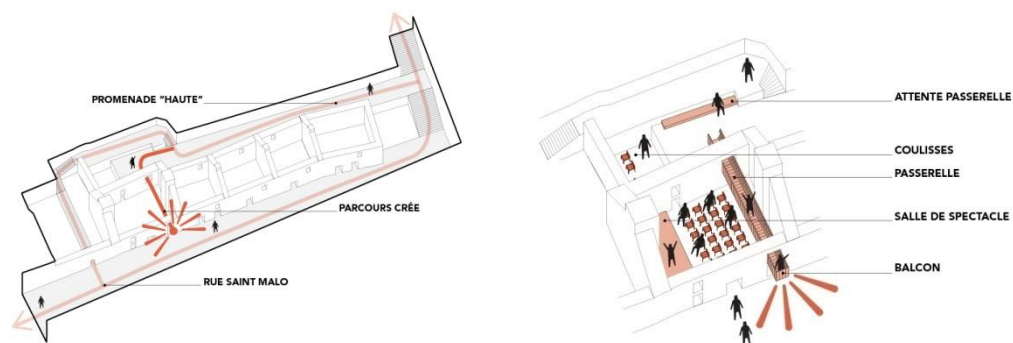


Figure 18 - Schémas d'intervention proposés pour la rue Saint-Malo
Source : Détour de France- collectif Etc

Le chantier s'est déroulé du 14 au 20 mai, période à laquelle « Les P'tites Lessives » animaient également le lavoir chaque dimanche. Pendant une semaine, plusieurs membres de l'association ainsi que quelques habitants du quartier ont pris part à la réalisation ; le chantier a permis de créer un véritable échange entre les différents participants, chacun apportant son savoir-faire et son énergie dans la construction du projet. Le sol du numéro 11 fut tout d'abord nettoyé puis recouvert de gravier, les végétations enlevées laissant réapparaître les pavés de la plateforme au-dessus des coulisses. Le montage de la passerelle fut sans doute l'étape la plus délicate qui mobilisa l'ensemble des intervenants. Une fois le chantier terminé, le nouvel espace fut baptisé « salle ün ün » et inauguré à l'occasion du troisième dimanche des « P'tites Lessives » par une représentation de la « Breizh Academy Circus », un collectif d'art de rue proche de Vivre la Rue. La nouvelle scène connaissait alors sa première représentation.

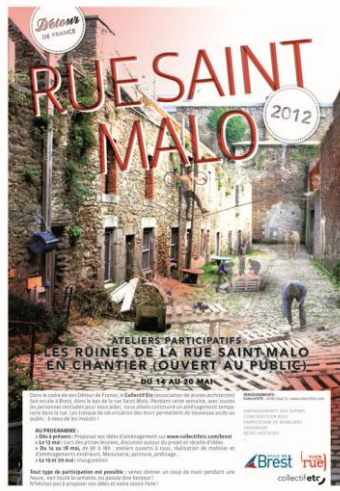


Figure 19 - Flyer, Salle ün ün
 Source : Vivre la rue et Adrien Letzelter

Chantier franco-québécois

Un second chantier participatif s'est déroulé du 11 au 30 juin. Malheureusement, je n'ai pas pu assister à l'intégralité de son organisation et de sa réalisation ; c'est à cette même époque qu'ont repris les cours et les examens du second semestre. Je tenterai d'en rendre compte au mieux avec les différents éléments qui m'ont été fournis par Vivre la Rue.

Le chantier s'est organisé autour d'un quadruple partenariat: Vivre la Rue, l'association « Les Compagnons Bâisseurs », le BIJ (Brest Information Jeunesse) et BMO. Le partenariat avec le Québec a été à l'initiative du BIJ en 2009 dans le cadre de la politique d'ouverture sur l'étranger pour les jeunes des quartiers défavorisés. En 2011, plusieurs québécois étaient déjà venus à Brest dans le cadre d'ateliers d'utilité sociale. Dans le cas présent, le groupe participant au chantier se compose de sept jeunes québécois encadrés par le BIJ et le groupe français de trois jeunes en service civique chez les compagnons bâtisseurs ainsi que de trois jeunes membres de l'association « Vert le jardin », association partenaire qui mit à contribution ses compétences ainsi que son matériel. Plusieurs membres de Vivre la Rue participèrent également au chantier.

Plusieurs réunions préalables entre les différents partis furent nécessaires afin d'établir les responsabilités de chacun et de définir les modalités du chantier. Vivre La Rue est en charge de la coordination et la définition du chantier, le BIJ se charge du montage de dossier et de l'encadrement des jeunes québécois, les Compagnons Bâtisseurs se chargent d'établir le devis et d'encadrer le volet technique du chantier et BMO, maître d'ouvrage, est en charge de la sécurisation du site et du soutien technique (fournitures légères, gants, masques, casques, outils...). C'est donc sur les recommandations de X. Baruhet que les objectifs du chantier furent définis ; une première équipe se concentra sur l'escalier de la Madeleine (rénovation des murs à la chaux, reprise de l'ouverture permettant d'accéder au jardin du Trou, éradication des végétaux et des débris...), une autre travailla sur plusieurs éléments de la rue (nettoyage de la venelle, changement du linteau au numéro 11, rénovation du petit jardin...)

Selon Mireille Cann et les participants avec lesquels j'ai pu m'entretenir, le chantier a été une véritable réussite aussi bien sur le plan matériel qu'humain. Le bas de la rue connaît désormais une nouvelle jeunesse, plusieurs murs ont été entièrement rénovés, la venelle dégagée de ses envahissantes végétations et un nouvel espace a été nettoyé sur l'ancien emplacement du Trou. Ce dernier permet à Vivre la Rue d'envisager de nouveaux projets d'aménagements comme la mise en place d'un potager participatif. Le travail réalisé est considérable, plusieurs bennes de végétaux, de terres et de déchets en tout genre ont été déblayées. Vivre la Rue seule aurait sans doute mis une année entière avant d'obtenir le même résultat.

On comprend aisément les multiples avantages de ce type de chantier. Ce dernier crée avant tout un échange humain vecteur de lien social ; les jeunes français et québécois ont ainsi partagé un projet commun qui favorise l'ouverture vers une culture différente. En dehors du chantier, plusieurs temps de loisirs ont été aménagés pour souder le groupe ; chacun apprenant tour à tour avec un certain enthousiasme les différentes expressions ou mode de vie propres à chaque territoire.

Le projet illustre ainsi l'importance de la mise en place de partenariats durables pour les différents acteurs. Les demandes de financements deviennent grandement facilitées lorsqu'un projet est soutenu par plusieurs partis crédibles proposant de multiples objectifs (échanges culturels, formation technique, rénovation du bâti...). Le partenariat permet ainsi à

chaque acteur de s'engager dans un projet qu'il n'aurait pas pu réaliser seul et de trouver les moyens et les compétences nécessaires à sa réalisation. La concordance des objectifs permet ainsi à chacun de trouver un terrain d'entente propice à l'action collective. Chaque partie, disposant de compétences propres, devient alors complémentaires du projet ; la notoriété de la rue Saint-Malo a permis de trouver un terrain et une communication idéale, les compagnons bâtisseurs et BMO apportant leur garantie technique et le BIJ assurant l'encadrement pédagogique du projet. Pour les différents acteurs, ce premier chantier constituait un test aussi bien dans sa mise en place que dans sa réalisation. Suite au bilan plus que positif partagé par tous, il est prévu de renouveler l'expérience chaque année en suivant les différentes phases de travaux élaborées par X. Barruhet.

Les outils de la patrimonialisation, mise en mémoire, valorisation et commerce solidaire

3

L'identification, l'appropriation et la conservation illustrent parfaitement la genèse du processus de patrimonialisation. Trois étapes distinctes et complémentaires qui créent le socle de toute définition d'une valeur d'usage. Si l'aspect matériel et esthétique de la rue constitue un premier élément essentiel de la patrimonialisation, on ne peut appréhender ni même reconnaître cette dernière sans comprendre l'usage qui en est fait. Car c'est bien par sa fonction sociale et sa valorisation sous différentes formes que la rue Saint-Malo prend sens dans la reconnaissance collective. La rue ne connaîtrait sans doute pas une telle notoriété ni un tel soutien sans les nombreux événements qui s'y sont déroulés depuis 20 ans. Il n'existe de patrimoine sans transmission ni valorisation et c'est précisément ces éléments que nous allons à présent aborder. Cette partie sera également l'occasion de présenter quel fut mon rôle dans ces processus.

Nous aborderons dans un premier temps le processus de mise en mémoire de la rue qui s'inscrit dans un double objectif de légitimation et de transmission du patrimoine ; Vivre la Rue cherchant ainsi à s'inscrire dans une démarche mémorielle desservant par la même occasion la défense idéologique de la parole des oubliés et des exclus. Dans un deuxième temps, nous appréhenderons la valorisation de la rue à travers l'exemple des « P'tites Lessives » 2012 pour enfin s'intéresser à la mise en place du café solidaire « Au coin d'la rue », extension matérielle et symbolique de l'association.

3.1. LA MISE EN MEMOIRE DE LA RUE

Il est établi que la mémoire et le patrimoine sont deux notions étroitement liées ; la mémoire ne trouve sa matérialité que dans sa mise en patrimoine et ce dernier n'existe en tant que tel que lorsqu'il appelle une mémoire particulière. Inutile ici de revenir plus amplement sur les liens qui unissent les deux concepts, admettons que sa reconnaissance dépendant principalement de ce facteur. Dès lors, chaque processus de patrimonialisation passe inévitablement par cette phase de « mise en mémoire ». La première étape du processus s'établit par le travail habituellement réservé aux historiens et ethnologues de recueil, d'inventaire et de collecte des éléments historiques. Ces derniers peuvent aussi bien prendre la forme de traces écrites comme de témoignages oraux, il faut pouvoir accumuler une large connaissance de son objet pour en construire sa valeur.

3.1.1. « La Maloïne », récolte des mémoires populaires brestoises

Comment sauver la rue ? Si sa préservation passe par le fastidieux travail de réhabilitation, sa valeur prend une dimension tout à fait nouvelle lorsqu'elle s'appuie sur des éléments historiques venant témoigner de son authenticité et de sa valeur mémorielle. Mais de quelle mémoire s'agit-il ici ? Du refuge royal au plateau des Capucins, ce sont des personnages rarement évoqués par les livres d'histoire qui ont traversé la rue Saint-Malo et le quartier de Recouvrance. Il s'agit bien d'une mémoire populaire, l'histoire des opprimés, des exclus et des nombreux anonymes qui ont traversé les ruelles de la rive droite. Le choix est avant tout idéologique, Vivre la Rue s'identifie à cette histoire car elle éclaire les combats contemporains encore inachevés, la condition des femmes, le traitement des individus dits marginaux, le mépris des classes défavorisées... La transmission et la médiation du site passent inévitablement par la prise en compte de cet aspect.

En 2002 Vivre la Rue crée l'association La Maloïne dont les objectifs sont clairement définis : « dénicher, recueillir, redistribuer la mémoire populaire brestoise⁴⁵ ». Derrière La

⁴⁵ <http://lamaloine.vivrelarue.net/accueil-lamaloine.htm>

Maloïne et l'intérêt pour l'histoire de sa ville (plus précisément du quartier de Recouvrance) apparaît également le besoin de légitimation de Vivre la Rue, légitimer la rue Saint-Malo comme le sanctuaire de cette mémoire et l'action même de l'association trop souvent soupçonnée « d'opportunisme festif » par les autorités. Au grand dam de ses détracteurs, Vivre la Rue n'est pas qu'une association destinée à enivrer le quartier en squattant le bas de la rue. La Maloïne a donc pour objectif de récolter la mémoire brestoïse et de la redistribuer sous forme de publications, de supports audiovisuels ou même de spectacles. Le projet se veut collaboratif et appelle chaque brestoïse à participer au recueil de ces mémoires. Pour Vivre La rue, dont la Maloïne est en quelque sorte le relais historique, il fallait pouvoir acquérir une qualité érudite sur la rue et le quartier de Recouvrance afin de pouvoir légitimer son action même, la rendre compatible avec son territoire. Ainsi, la récolte du passé ne se cantonne pas à la simple rue Saint-Malo ; La Maloïne approche également les autres symboles de l'histoire ouvrière du quartier, le plateau des Capucins, l'ancienne salle de bals « Le petit jardin », le pont de Recouvrance... Les éléments récoltés sont nombreux : photos d'archives, chansons populaires, articles de presse... La démarche ne se veut pas savante ni exhaustive, l'intérêt est plutôt de s'inscrire dans une démarche ethnographique de recueil avant que le temps ou l'oubli n'effacent ces traces précieuses. Un projet plus abouti de publication vit le jour fin 2011 par l'embauche d'une personne en contrat aidé pour six mois, l'objectif du poste était destiné à produire un ouvrage sur l'histoire de la rue et de l'association ; pour des raisons internes à Vivre la Rue que nous n'évoquerons pas ici, le projet fut malheureusement avorté.

En plus des éléments matériels, La Maloïne s'emploie également à récolter les témoignages des personnes ayant connu la rue Saint-Malo du temps de sa désaffection. C'est ainsi qu'est réalisé en 2008 l'entretien de Mado, habitante historique de la rue Saint-Malo vivant toujours dans le quartier. L'interview est poignante, une émotion certaine se ressent lorsque Mado évoque les épisodes de son enfance rue Saint-Malo ; on apprend que les enfants profitaient du versement des eaux du lavoir dans la rue pour pouvoir faire leur toilette, tous ensemble, nus, au milieu de la rue, la scène est surréaliste. La vie était rude mais pas misérable, c'est sans nostalgie que Mado entame un couplet de la chanson populaire « Le petit caboulot » laissant imaginer avec une certaine poésie la vie de l'ancien Brest. Ces témoignages sont d'une valeur inqualifiable, l'émotion est au centre de la démarche et les épisodes de la vie de Mado prennent une dimension particulière pour ces nouvelles générations n'ayant connu que le confort et le matérialisme de notre monde actuel. C'est suivant ces mêmes objectifs de récolte de trace de vie que j'ai réalisé l'entretien de Jeanne Le

Corre, née au lavoir du haut de la rue. Elle raconte la vie du lavoir, l'abri du haut de la rue où on accourait pendant la guerre, le bas de la rue perçu comme trop dangereux, la prison... En plus de pouvoir recueillir des anecdotes de vie qui facilitent la présentation du site, ces témoignages créent, selon moi, une base émotionnelle qui se doit de guider la médiation du site.

3.1.2. Transmission et médiation de la mémoire

Rien ne sert d'entamer ce premier travail d'érudition s'il n'y a pas l'envie de transmettre et de diffuser la mémoire récoltée. Ce n'est qu'en la faisant partager au plus grand nombre qu'elle prend une réelle dimension collective et de fait, devient progressivement légitime. La mise en mémoire de la rue passe inévitablement par la transmission et la médiation du patrimoine qui peut prendre plusieurs formes. La première plateforme de diffusion, sans doute la plus accessible, est virtuelle ; à travers son site internet et le projet collaboratif *wiki-brest* auquel l'association participe, Vivre la Rue via la page de La Maloïne promeut et met à disposition de tout un chacun les éléments récoltés.

Pour favoriser la diffusion et la promotion de cette mémoire, Vivre la Rue organise plusieurs expositions qui retracent l'histoire de la rue tout comme l'histoire de l'association. On peut évoquer ici l'idée de la mise en scène d'une « double mémoire », l'histoire de la rue et l'histoire de l'association sont ainsi liées pour entretenir la légitimité du travail accompli. Depuis 2008, le numéro 11 dit « La fausse aux makaks » accueille ainsi une exposition permanente ouverte tous les jours et accessible gratuitement. Des panneaux retracent l'histoire de la rue du Refuge Royal à aujourd'hui, l'association y expose également ses statuts, son histoire et ses projets. Bien qu'assez sommaire, l'exposition attire chaque année plusieurs centaines de promeneurs curieux d'en apprendre un peu plus sur cette impasse méconnue. Plusieurs expositions temporaires sont également organisées lors des événements de grande ampleur comme Les Tonnerres de Brest. L'édition 2012 fut ainsi l'occasion de créer un *Tonnerres de Brest off*, plusieurs tirages de photo d'archives furent accolés aux maisons afin d'en montrer leurs évolutions. Un concert acoustique ainsi qu'un espace dans « le petit jardin » exposant le travail de Christophe C., sculpteur sur bois et membre de l'association, furent mis en place.

Selon la demande, Mireille Cann assure ponctuellement des visites de la rue. Les publics sont variés, centre de loisirs, groupe de touristes, centre socio culturels... Le discours s'adapte ainsi à chaque groupe. J'ai pu accompagner Mireille lors d'une visite du centre de loisirs de Bellevue le 21 février 2012, la promenade se veut ludique et permet de sensibiliser les jeunes à différents thèmes chers à l'association. De passage dans le petit jardin et au lavoir, les enfants s'interrogent sur les plantes, les chats qui en ont fait leur aire de jeux, les gens qui vivaient là, certains s'étonnent d'apprendre que du noyau d'avocat naîtra un nouvel arbre... Le discours est adapté pour susciter la curiosité sans entrer dans des détails qui pourraient rapidement lasser le jeune public.



Figure 20 - Mireille Cann assurant une visite pour un centre de loisirs

Source : Adrien Letzelter

On peut également évoquer ici des formes dérivées de transmission, Vivre la Rue commercialise depuis peu une compilation de cartes postales en noir et blanc illustrant différents moments de l'histoire de la rue depuis l'installation de l'association. Images d'archives ou photos des fêtes, la démarche est plus artistique que commerciale et permet aux visiteurs de remporter un souvenir original de la rue tout en soutenant l'association. La transmission passe également par ces images qui, non datées ni décrites, laissent les visiteurs se raconter leur propre histoire de la rue Saint-Malo. Les idées ne manquent pas pour faire découvrir et promouvoir la mémoire de la rue, de la vente symbolique des pavés de la rue à la mise en place de visites théâtralisées par des acteurs, Vivre la Rue s'est essayé à différents projets qui mêlent arts et patrimoine. Pour autant, si l'envie est bien présente, elle se heurte bien souvent aux conditions économiques et aux aléas de la vie associative.

Vivre la Rue prend ainsi la forme de « faiseur de mémoire »⁴⁶ au sens où elle joue le rôle de médiateur entre le patrimoine et la mémoire.

« Ces professionnels sont des « médiateurs » qui, en outre, ont pour mission de construire une parole publique de mémoire, de rassembler des souvenirs éparpillés et parfois confus en un faisceau cohérent de représentations collectives. Dans un cadre social différent, ils jouent finalement le rôle de « porteurs de mémoires » des sociétés traditionnelles en recueillant et en fabriquant une mémoire commune appelée à participer à la construction du lien social »⁴⁷

Le travail de mémoire prend ici une dimension sociale, peu importe le média, qu'il soit artistique ou savant, l'intérêt est de construire des passerelles temporelles et mémorielles entre les individus et le lieu qu'ils découvrent, entre le présent et le passé. Par la production (exemple de l'exposition permanente ou de l'édition des cartes postales), Vivre la Rue matérialise la mémoire et la fige en des formes diverses qui peuvent ensuite faire référence. Est alors créée une « mémoire sociale » qui peut être appropriée par tout individu, on retrouve alors la fonction première de n'importe quel patrimoine, permettre la construction identitaire.

3.1.3. Elaboration d'un projet de transmission

Après quelques temps passés au sein de l'association, j'ai eu pour idée de créer un projet de visite guidée « clé en main » qui serait par la suite facilement repris par un membre de l'association ou une personne en service civique (les démarches pour accueillir cette personne étaient en cours lors de l'élaboration du projet). L'idée part d'un constat : malgré sa singularité dans le paysage brestois, peu de gens, hormis ceux fréquentant assidument les événements de l'association, connaissent la rue Saint-Malo. Parlant autour de moi de mon stage, je m'aperçus rapidement que certaines personnes natives de Brest n'avaient même jamais entendu parler de ce site remarquable. Le projet part donc de cette envie de faire connaître au plus grand nombre l'histoire de cette rue et de ce quartier méconnu. N'étant en stage que pour une durée limitée, il fallait que la forme de la visite soit suffisamment simple et synthétique pour pouvoir être reprise puis enrichie par d'autres personnes (l'association

⁴⁶ RAUTENBERG Michel, *La rupture patrimonial*, Editions A La Croisée Eds, Grenoble, Mars 2003, p. 80

⁴⁷ *Ibid*

accueillant de nombreux stagiaires chaque année). Les objectifs sont multiples : pouvoir alléger la tâche de Mireille Cann assurant seule les visites, rendre plus vivante qu'une simple exposition la découverte du lieu et élaborer une visite ludique parsemée des anecdotes de vie récoltées jusque-là.

Présentation du parcours

Les éléments historiques récoltés par l'association (article de presse, archives, témoignages...) servirent de matière première à la construction de la visite. Les interviews de Mado et de Madame Le Corre (réalisées en prévision du projet) apportant une plus value émotionnelle par l'apport en anecdotes originales. Le tracé fut facilement réalisable, l'excursion commence au lavoir en haut de la rue et se termine devant le café bio « Au Coin d'la Rue » ; une boucle n'est ici pas envisageable, la rue de Pontaniou menant à la prison étant trop étroite pour prévoir le passage d'un groupe. La durée de la visite est estimée entre 30 à 45 minutes.

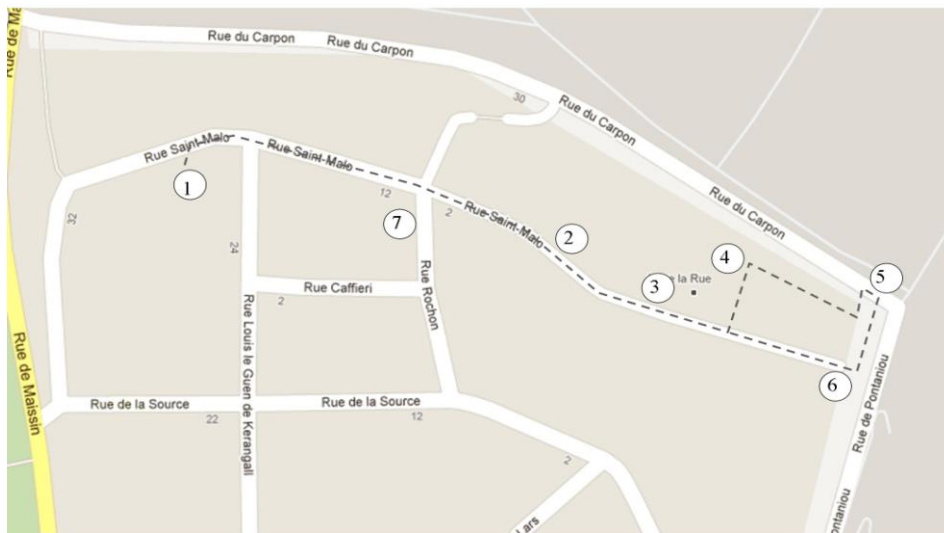


Figure 21 - Tracé de la visite guidée de la rue Saint-Malo

Source : Google map

Difficile de retranscrire par écrit un projet reposant essentiellement sur l'aptitude orale et l'aisance du guide. Néanmoins, en voici les principaux éléments abordés :

Station n°1 : Le lavoir

- Présentation de l'historique du lieu : construction fin XIXème, fréquentation de 1300 personnes par jour, destruction pendant la seconde guerre et reconstruction à l'identique, déclin du lavoir à partir des années 80, le lavoir aujourd'hui : accueil de plusieurs évènements culturels qui font revivre le lieu.
- La vie au lavoir : Les *doués* (origine du mot encore à déterminer), les lavandières venant du quartier laver leur linge ou celui des familles plus aisées, le rôle de la gardienne, lieu exclusivement féminin, espace codifié : chaque lavandière ayant sa place, les chants : exemple de Jean Quemeneur.
- Les savoirs faire : présentation de l'ancienne technique de lavage du linge, reconstitution de la panoplie de la lavandière, démonstration
- *Anecdotes* : L'abri pendant la guerre, le séchage du linge sur les remparts.

Station n°2 : Le haut de la rue

- Historique de la Rue Saint-Malo
- Présentation du Refuge Royal : traitement des femmes, présentation de la Belle Tam
- *Anecdotes* : Les enfants de la rue profitaient de l'écoulement des eaux du lavoir pour se laver et jouer au milieu de la rue, distinction sociale marquée entre le haut et le bas de la rue.

Station n°3 : Le siège de l'association

- Histoire de l'association
- Présentation de la maison bleue, salle d'expo, résidence d'artiste, entrée éventuelle selon la taille du groupe dans la maison.
- Les savoirs faire : brève présentation des techniques de construction de l'habitat populaire au XIXème (matières premières, morphologie...)
- *Anecdotes* : Départ du dernier habitant en 1987, vie nocturne de la rue...

Station n°4 : Le petit jardin

- Présentation des différentes plantes, reconstitution d'un jardin exotique
- La salle « ün-ün », présentation du projet des architectes, passage sur le balcon.

Station n°5 : Le plateau des Capucins et la prison de Pontaniou

- Historique du lieu
- Approche des techniques (partie non étudiée)

- *Anecdotes* : Le Trou, ancien bar très fréquenté des ouvriers situé en contrebas du plateau. La gueule d'or, cantine ouvrière. Des témoignages sur ces éléments restent encore à trouver.

Station n°6 : Le bas de la rue

- Le terrain de la Madeleine, l'espace appartenant à l'armée, il aurait fallu entamer des négociations pour pouvoir entrer sur le lieu. Je n'ai jamais été très optimiste en ce qui concerne cet élément.

Station n°7 : « Au coin d'la rue »

Fin de la visite en présentant les différentes activités de la structure (café-épicerie bio, espace multimédia, exposition...) et en invitant les personnes à découvrir le lieu et éventuellement les produits mis en vente.

Pour que la visite soit facilement reprise, il était prévu de réaliser un support vidéo ainsi que plusieurs fiches synthétiques sur chaque station. L'objectif était également de pouvoir proposer cette visite en passant par différentes structures, office de tourisme, centre socioculturel (des contacts informels avaient été entamés avec le centre de Keredern afin de savoir si l'offre pouvait les intéresser), centre de loisirs, collège, lycée... L'idée de créer un dépliant venant illustrer la visite fut également évoqué.

Malheureusement, le projet fut interrompu en cours de réalisation. F. Bergerons, avec qui j'avais commencé à élaborer la visite, n'a pas pu réaliser un service civique au sein de l'association du fait de son âge (le service civique est réservé aux jeunes de moins de 25 ans). La charge de travail s'annonçait trop importante pour pouvoir construire seul un projet abouti. Par ailleurs, l'échéance des « P'tites Lessives » approchant, les délais ne me permettaient pas de m'investir plus en profondeur dans cette visite, l'organisation de l'évènement phare de l'association mobilisant l'ensemble des adhérents.

3.2. LA VALORISATION DU PATRIMOINE : LA FETE FAIT « VIVRE LA RUE »

Cela fait plus de 20 ans que Vivre la Rue organise des évènements festifs dans la rue Saint-Malo. Ce n'est évidemment pas le seul moyen de valorisation de la rue mais c'est sans aucun doute, celui qui occupe une place centrale dans l'action de l'association. La réputation de ces festivités n'est aujourd'hui plus à faire et dépasse désormais le simple rayon local. Cette année encore, en seulement quatre dates, les « P'tites Lessives » ont attiré au total plus de 4000 personnes. L'objectif de cette partie est d'aborder cet usage nouveau du patrimoine, en comprendre les objectifs et les logiques ; dans un second temps, j'exposerai quel fut mon rôle dans l'organisation de l'édition 2012.

3.2.1. Un usage du patrimoine singulier

Patrimoine et fête ne sont plus deux notions antinomiques. Le manoir de Kéroual accueille chaque année le festival électro « Astropolis », le château de Vincennes s'ouvre chaque 21 juin pour fêter la musique, les journées européennes du patrimoine sont largement relayées depuis quelques années sous le nom plus aguçeur de « fête du patrimoine »⁴⁸.

A travers l'organisation de festivités, les objectifs de Vivre la Rue sont nombreux. Faire « vivre la rue » semble le plus évident mais il sous-tend bien d'autres buts artistiques et sociaux : soutenir la création et les artistes, créer un espace-temps moteur de lien social et d'échange, proposer une offre culturelle innovante et multiforme... Cela fait des années que Mireille Cann fait partager sa conviction que la fête reste la meilleure façon de faire cohabiter des individus différents. L'espace d'une après-midi, peu importe l'âge, le sexe, l'origine sociale, les gens partagent le même instant, la même émotion.

⁴⁸ L'expérience est simple, en tapant les mots clés « fête » et « patrimoine » dans n'importe quel moteur de recherche, la plupart des liens internet renverront vers les journées portes ouvertes des 15 et 16 septembre 2012.



Figure 22 – La fête comme passerelle générationnelle- Les « P'tites Lessives », le 6 mai 2012
Source : Adrien Letzelter

La programmation artistique va donc dans le sens de pouvoir satisfaire le plus grand nombre. L'édition 2012, comme chaque année du reste, se veut particulièrement éclectique : dans la même journée, peuvent facilement se côtoyer la compagnie « Des pas rayés », spectacle théâtrale pour petits et grands, et le groupe punk « Working Class Zéro ». L'objectif est réellement de proposer une offre diversifiée attirant un public différent. La délocalisation récente de l'évènement du bas de la rue au lavoir va également dans ce sens ; en plus de raisons de sécurité aisément compréhensibles, l'accès au lavoir permet de condamner l'accès aux chiens qui rebutaient jusque-là bien des familles. Dans cet objectif de pouvoir être accessible à tous, l'association a longtemps refusé de rendre l'évènement payant, ce n'est que depuis quelques années qu'une participation libre est demandée, chacun donnant en fonction de ses moyens.

Au-delà du partage d'un moment festif, ces évènements favorisent l'appropriation collective d'un patrimoine non plus perçu comme un lieu cloisonné mais bel et bien comme un espace vivant, agité et rassembleur. La fête apparaît dès lors comme une « célébration » du patrimoine. On s'y donne rendez-vous, on bloque à l'avance son dimanche après-midi, on y convie ses proches, sa famille. Pour certains même, la rue Saint-Malo est exclusivement perçue comme tel, un lieu festif. J'ai acquis la conviction que ce ne sont pas les visites ni même les chantiers qui ont participé à la patrimonialisation de la rue, mais bel et bien les fêtes, rendez-vous annuels des participants de plus en plus nombreux chaque année. Cette appropriation est également possible car chaque évènement est ainsi pensé comme un lien au

territoire et au patrimoine, l'appellation même les « P'tites Lessives » renvoie à l'ancienne vie du lavoir ; l'évènement « Dansons la Capucine » qui renomme les journées du patrimoine et renvoyant au plateau des Capucins illustre également cette idée.

Les « Beaux Dimanches » devenu « Les P'tites Lessives » témoignent aujourd'hui d'une popularité qui peut laisser penser qu'ils deviendront eux-mêmes des éléments patrimoniaux. Bien des gens continuent d'appeler le festival « Les Beaux dimanches » bien que le nom ait été modifié il y a déjà trois ans. De même que beaucoup d'artistes demandent à participer au festival, plusieurs d'entre eux sont même prêts à revoir à la baisse leur cachet pour se produire dans un tel cadre. L'évènement a véritablement acquis une place de choix dans l'offre culturelle brestoise ; par sa longévité, le festival s'inscrit véritablement dans le temps. Chaque année, l'évènement est désormais attendu.



Figure 23 - Les P'tites Lessives – édition 2012

Source : Adrien Letzelter

3.2.2. Communication de l'évènement : création d'un support graphique

Je fais le choix ici de ne pas m'étendre sur l'organisation du festival pour pouvoir présenter plus en détail mon travail de création du flyers des « P'tites Lessives ». Ce fut une première pour moi, bien qu'ayant approché la création graphique lors de mon projet tutoré de début d'année, je n'avais jamais travaillé sur la forme plus concise du flyer.

Les années précédentes, la conception du support du festival était habituellement confiée à un graphiste proche de l'association. Ce professionnel n'étant pas disponible cette année, j'ai dès le début du stage décidé de m'investir dans cette tâche qui me permettait d'acquérir de nouvelles compétences et de me trouver une place et un rôle dans l'organisation de l'évènement.



Figure 24 - Flyers des éditions 2008, 2009, 2010 et 2011

Source : www.vivrelarue.net

Etapes de la création

Pour concevoir le flyer, j'ai utilisé les logiciels professionnels de la suite Adobe Photoshop pour le traitement des images et Indesign pour l'alignement des textes. Ces logiciels demandent une certaine prise en main et un réel apprentissage, plusieurs semaines furent donc nécessaires pour appréhender les différentes fonctionnalités de tels outils.

L'idée de départ est de prendre comme base visuelle la porte du lavoir facilement reconnaissable. En l'entrouvrant légèrement, l'image crée un certain dynamisme et une ouverture, l'objectif est de susciter une certaine curiosité.



Figure 25 - Etape n°1 : Transformation visuelle de la porte du lavoir
Conception : Adrien Letzelter

L'image permet également de créer une symétrie horizontale permettant de découper facilement le flyer entre une partie haute et une partie basse. Le découpage permet de délimiter des zones précises de lisibilité où viendront s'apposer les informations relatives à l'évènement. A partir de cette image, il fallait pouvoir créer une ambiance en prenant comme référence plusieurs mots clés symbolisant le festival : petites lessives, printemps, fête... A l'aide de brush gratuits disponibles sur internet, j'ai donc tenté de restituer une ambiance florale illustrant le printemps sur un fond bleu évoquant le thème de l'eau propre au lavoir. La composition n'est pas encore parfaite mais la structure générale est trouvée.



Figure 26 - Etape n°2 : création d'une ambiance et superposition de la porte du lavoir
Conception : Adrien Letzelter

La conception graphique est un travail fastidieux qui réclame de nombreuses heures d'expérimentation. A chaque étape de la création, je prenais soin de demander l'avis de Mireille Cann et des membres présents afin de pouvoir apporter un regard neuf sur mon travail. A ce stade, le support semblait manquer de « vie » et de relief, il fallait pouvoir susciter la fête, l'agitation, la musique derrière la porte du lavoir. A partir de ces remarques, j'ai donc apposé des silhouettes en mouvement ainsi que des notes de musiques en réduisant leur opacité pour que l'ensemble ne soit pas trop confus.



Figure 27 - Etape n°3 : vitalisation de l'ensemble
Conception : Adrien Letzelter

A quelques semaines de l'échéance, il devenait urgent de pouvoir boucler ce travail pour commencer à communiquer sur l'évènement. La structure générale étant trouvée, c'est à ce moment-là que Mireille me donna les derniers éléments à faire apparaître sur le flyer : la programmation, le texte d'accroche et les références de l'évènement. Il me restait donc à finaliser le travail. Pour autant, plusieurs doutes persistaient sur l'agencement général, la version finale fut décidée conjointement avec les membres de l'association, chacun apportant un regard neuf sur l'ensemble.



Figure 28 - Etape n°4 : Finalisation du flyer
Conception : Adrien Letzelter

Le document a servi ainsi de base visuelle pour la communication de l'évènement. Estimant l'impression trop couteuse et finalement peu efficace, le flyer fut diffusé principalement dans la presse et sur internet.

Bien que n'étant pas parfait, ce flyer fut néanmoins l'occasion pour moi d'acquérir de réelles compétences par la maîtrise de logiciels professionnels. Par ailleurs, ce travail fut également l'opportunité pour moi de laisser une trace concrète de mon passage à Vivre la Rue. Tant que l'association existera, elle gardera une version archivée de ce flyer de l'édition des « P'tites Lessives 2012 ». Pour une première, j'en tire une certaine fierté.

3.3. « AU COIN D'LA RUE »

3.3.1. Vitalisation du quartier et mise en place d'un réseau solidaire

Depuis 2010, Vivre la Rue s'est investie au 12 de la rue pour y créer un espace d'échange et de services s'adressant directement aux habitants du quartier. Initialement nommé « Le Mille Pattes », l'espace est rebaptisé « Au coin d'la rue » en 2011 à l'occasion de la rénovation de la façade.

L'espace propose ainsi :

- un PAPI (point d'accès public à internet) : la salle est équipée de 4 ordinateurs en libre accès, d'un réseau Wi-Fi, d'un animateur pour accueillir, accompagner, conseiller...
- un café associatif où l'on peut déguster thés, tisanes, cafés, chocolats chauds, jus de fruits, limonade. La carte propose plus de 30 variétés de thés et infusions. Produits bio et équitables.
- une épicerie bio-équitable (à manger, à grignoter, à boire...)
- une p'tite boutique : Cartes postales et badges Vivre la Rue, DVD des manifestations artistiques et culturelles organisées par l'association dans la rue Saint-Malo, CD/DVD des artistes et livres d'écrivains locaux.
- des livres à prix libre ou en libre-échange. L'espace bouquinerie est doté d'un salon pour la lecture.
- des expositions d'art, des événements ponctuels type « install party », lecture collective, ateliers en tout genre...



Figure 29 – Au coin d'la rue
Source : Adrien Letzelter

L'objectif premier d'un tel espace est de pouvoir revitaliser un quartier déserté par les commerces de proximité. La vocation est avant tout sociale, création d'emploi (un animateur socio culturel en contrat aidé), réduire l'isolement numérique en proposant un accès libre à internet, permettre à chacun de pouvoir consommer différemment, promouvoir les artisans et les artistes locaux... Le Coin d'la rue se veut un espace de rencontre et d'échange pour les habitants du quartier comme pour l'ensemble des brestois. On y partage un café, on échange ses vieux livres, on y passe et repasse juste pour se croiser et échanger quelques mots. Pour des personnes en situation d'isolement (retraités, personnes à la recherche d'un emploi, chômeurs de longue durée...) ce genre d'espace crée un lien social indispensable qui ralentit le processus d'exclusion. Le lieu est ouvert tous les après-midi de la semaine et propose ponctuellement des événements gratuits et accessibles, pour exemple, plusieurs « install party » du logiciel libre linux ont été organisés afin de permettre à chacun d'utiliser ces outils. Le local sert également à d'autres associations, cours de chinois dispensés par une riveraine, réunions d'information, assemblée générales... D'ici octobre, le Coin d'la rue deviendra un point de distribution du projet de l'association « Court-circuit au pays de Brest » qui propose l'achat de panier bio sous forme d'abonnement. L'objectif du projet est de défendre une

consommation plus équitable pour les consommateurs et les producteurs et moins dépendante des circuits de la grande consommation.

Le Coin d'la rue permet une plus grande ouverture de l'association vers les habitants du quartier et les promeneurs qui découvrent la rue Saint-Malo. Bien que le siège de l'association soit ouvert à tous, peu de gens osent entrer d'emblée dans la maison du 17 pensant être chez un particulier. Le coin d'la rue sert ainsi de relais à l'association pour promouvoir son action, son mode de vie et son combat pour la rue Saint-Malo. Il participe ainsi indirectement à la patrimonialisation de la rue au sens où il génère une proximité et un usage entre le patrimoine et les individus.

3.3.2. Création d'un support graphique

Peu de temps après la finalisation du flyers des P'tites Lessives, un nouveau travail de création graphique me fut confié par Mireille Cann. La tâche consistait à élaborer une carte des consommations pour le Coin d'la Rue permettant ainsi d'informer les consommateurs sur les prix des produits disponibles ainsi que de faire connaître Vivre la Rue par la présentation des statuts de l'association. L'exercice s'avéra plus simple que le précédent travail : d'une part je maîtrisais en partie les logiciels Photoshop et Indesign et d'autre part la forme même de carte de consommations permettait une plus grande liberté de propositions. C'est en suivant les mêmes étapes décrites en 3.2.2 que j'ai conçu ce support. La difficulté consistait ici à donner au support une ambiance « écolo » collant à l'esprit du lieu. Deux semaines entières ont été nécessaires pour concevoir la carte en parallèle d'autres projets. Le résultat a été une réussite approuvée par l'ensemble des membres de l'association. Plusieurs impressions ont été effectuées et une dizaine de ces cartes prennent désormais place sur les tables du Coin d'la Rue.

Qui sommes nous ?

VIVRE LA RUE est une association loi 1901, basée RUE SAINT MALO à BREST en FINISTERE [29], dont l'ambition est d'être un lieu d'épanouissement pour les projets et les individus en favorisant les rencontres artistiques et les propositions pluridisciplinaires comme des vecteurs permettant de renforcer le lien social, la valorisation d'un quartier sensible et la participation citoyenne.

Quatre objectifs généraux :

- Préserver et dynamiser la rue populaire et historique de BREST Rue Saint Malo
- Etre une force de proposition culturelles et artistiques valorisant le quartier et ses habitants.
- Animer un lieu de rencontres, de partages, d'enrichissement personnel et d'échanges intergénérationnels
- Encadrer une fonction d'appui pour les projets artistiques, associatifs et proposer un espace d'aide aux individus

Un Peu d'histoire...

Du refuge royal au monastère des Capucins, des ateliers de l'arsenal aux venelles tortueuses de Recouvrance, la rue Saint Malo est d'autant plus précieuse qu'elle a miraculeusement échappé aux bombes qui ont défigurés la ville de Brest à tout jamais.

La rue Saint Malo plonge ses racines dans la grande aventure de la Royale au XVIIIème siècle, elle vit l'élan révolutionnaire aux rythmes des sections populaires de Recouvrance, rebondit sur les grèves de «Brest la rouge». Partie intégrante d'un certain mythe brestoïse, elle confond dans ses souvenirs l'austérité de Choquet de Lindu, le calvaire des femmes repenties du Refuge Royal, la misère des ouvriers, la sueur des artisans, les chants de marins et les cris des enfants...

La RUE reste un vivant témoignage d'une certaine histoire brestoïse quand les pavés ne disparaissaient pas sous le bitume et que la rigole centrale tenait lieu de canal.

Découvrez notre site www.vivrelarue.net


12 RUE SAINT MALO
asso@vivrelarue.net
tel: 02.98.45.10.12
tel asso: 02.98.05.04.40

Au Coin d'la Rue

Carte des consommations



<p>LES THÉS : 1, 50</p> <ul style="list-style-type: none"> - NOIRS: Algues-Bergamote, Algues-Orange, Gingembre-Cannelle, Caramel, Des Indes aux épices. - VERTS: Jasmin, Menthe, Citron, Algues-Lavande, Orange, Gingembre-Cannelle, Thé des Fleurs, Thé des Fées, Thé grillé de Kyoto - BLANCS: Avec les Anges (Vanille - Pétales de fleurs), Mangue - Gingembre, Thé des fleurs 	<p>CAFÉS: 1, 20</p> <ul style="list-style-type: none"> - El Palomar, Produit par la Coopérative Agricole des Fruits Ecologiques, Sanchirio Palomar, Pérou - El Zapatiste, produit par la coopérative Yachil, Mexique - Café au lait 1, 50 - Chocolat chaud 2, 50
<p>LES INFUSIONS: 1, 50</p> <ul style="list-style-type: none"> - Passe-Partout, Morphée, Inspir, Yogi Tchai, Yogi Chili, Himalaya, Hibiscus aux agrumes, Menthe tunisienne, Digestion, Verveine, Saugé, Sérénité. - Thés rouges (sans théine): Thé rouge bio « Tonnerre de Brest » aux algues, rooibos 4 épices, rooibos tropical - Maté 	<p>BOISSONS SANS ALCOOL : 1, 50</p> <ul style="list-style-type: none"> Limonade nature Meuh Cola (27,5cl) Jus d'Orange Jus de Pomme Sirops Diabolo (Menthe, Grenadine, Fraise) Philtre d'amour (Pomme, Cassis, Epices)

Vous trouverez également une épicerie bio, quelques articles d'artisanat ainsi que des livres en « libre échange », n'hésitez pas à demander !

Tous nos produits sont bio et issus du commerce équitable

Figure 30 - Carte des consommations du Coin d'la Rue
Conception : Adrien Letzelter

Conclusion

A partir de 2008, la rue Saint-Malo est intégrée au parcours d'interprétation des voiles touristiques conçu par l'office de tourisme de BMO et proposant une ballade urbaine dans le quartier de Recouvrance. Une de ces voiles est placée en haut de la rue, elle aborde brièvement l'histoire de la rue et la décrit comme « la rue conservée la plus ancienne de Brest ». Si le panneau ne mentionne pas directement Vivre la Rue comme responsable de cette préservation, il concède indirectement l'accession de la rue au statut de patrimoine officiel. Sans pour autant classer le site, il formalise et officialise la transformation du regard sur la rue et plus globalement sur le quartier de Recouvrance. Cette reconnaissance vient récompenser un travail de plus de 15 ans et apporte par ailleurs une certaine garantie quant à l'avenir de la rue. Plus question de déloger Vivre la Rue ni même de transformer la rue, elle s'insère désormais au cœur de l'offre culturelle brestoise. Même si des divergences persistent sur l'usage et la caractérisation de la rue par l'association, il existe dorénavant une sorte d'approbation tacite de la municipalité envers Vivre la Rue sans qui la rue ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Comprendre la patrimonialisation de la rue Saint-Malo c'est avant tout comprendre le cadre dans lequel s'est effectué le processus. Recouvrance, quartier historique de marins, d'ouvriers dont les symboles sont habituellement dévalorisés et dont les perceptions commencent tout juste à évoluer. Bien que largement déprécié, le quartier est sans doute celui qui conserve le plus de traces mémorielles du Brest d'avant-guerre. L'intérêt progressif de la municipalité pour ce quartier à partir des années 90 illustre par ailleurs le nouveau potentiel économique et symbolique que représente un tourisme culturel territorialisé. Le cas de la rue Saint-Malo fut nettement plus conflictuel car la vision officielle du patrimoine se heurta ici à l'investissement identitaire et politique d'une communauté singulière, Vivre la Rue. L'association créée en 1989 et installée dès 1991 au numéro 17 de la rue porte en effet dans sa composition sociale et dans ses valeurs un cas unique de prise en main du patrimoine. Ce dernier devient plus un support idéologique qu'une fin en soi ; l'association, largement définie par des valeurs et des perceptions modelées par les mouvements alternatifs nés dans les années 70, entend donner à la rue une fonction avant tout sociale de reconstruction de lien

humain où l'art tient une place prédominante. La récupération du patrimoine par une population perçue comme marginale ne s'est pas faite sans heurt. La rue est devenue le théâtre d'une lutte politique où chaque parti défendait tant bien que mal sa vision du patrimoine et de la mémoire lui étant associé. Ce n'est qu'au terme de 15 ans que Vivre la Rue a acquis toute sa légitimité et est parvenue à harmoniser les relations avec les institutions publiques.

Le cas de la rue Saint-Malo est particulièrement original et révèle parfaitement les transformations du processus de patrimonialisation soumis désormais à de nouveaux acteurs important la notion sur de nouveaux terrains. Le patrimoine n'est plus entièrement dépendant de la désignation des élites et s'inscrit désormais dans une reconfiguration plus globale des identités collectives et locales. La mondialisation, l'effritement des identités nationales et l'uniformisation des comportements créent un besoin de plus en plus pressant de retour au local au sein duquel le patrimoine joue un rôle nouveau et essentiel. De ce besoin social naît alors la notion de patrimoine de proximité compris dans son cadre de vie et dont l'usage entend permettre une appropriation collective de cet espace. Sous l'impulsion de nouveaux acteurs, la notion évolue et se tourne vers des objets plus accessibles valorisant une mémoire allant parfois à l'encontre de la vision officielle. Le milieu urbain devient dès lors un formidable laboratoire de ces transformations. Vivre la Rue, se décrivant avant tout une association militante, illustre par ailleurs l'intégration d'individus fortement politisés dans la sphère patrimoniale. Si le patrimoine a toujours été un support idéologique, il s'émancipe ici de la sélection mémorielle régaliennne pour devenir l'objet de valeurs transgressives et iconoclastes, la rue devient un « lieu de résistance ».

Comment la rue Saint-Malo est passée du statut de lugubre impasse à celui de nouveau symbole officiellement reconnu ?

La première étape est sans doute émotionnelle ; c'est du coup de foudre de Mireille Cann pour la rue qu'émerge la première forme de conscience patrimoniale. L'oubli menace cette vieille ruelle devenue le dépotoir de certains habitants du quartier et peu de gens se soucient alors de savoir s'il vaut mieux préserver ou tout simplement détruire ce qu'il en reste. Le peu d'érudits connaissant encore son existence n'auraient sans doute eu aucun poids sur les décisions à venir de la municipalité. Si la rue provoque un tel engagement pour les premiers membres de Vivre la Rue c'est qu'elle appelle, par son histoire et sa forme, des valeurs portées par l'association qui y voit dès lors un atypique miroir de ses convictions. La

rue Saint-Malo, haut lieu de misère sociale, d'exclusion et de domination symbolise à elle seule tous les combats menés par la communauté militante de Vivre la Rue. L'identification fut rapide. Il fallait néanmoins pouvoir s'appropriier cet espace, en déterminer l'usage et marquer sa présence pour pouvoir revendiquer et affirmer le lien qui unit les individus à ce patrimoine. Pour Vivre la Rue, l'appropriation prit deux formes singulières ; elle fut tout d'abord physique par l'occupation directe de la rue, bien qu'à la limite du légal. Cette première forme eut au moins le mérite d'être efficace, Mireille n'a toujours pas bougé du numéro 17. La seconde forme, sans doute la plus insolite en ce qui concerne le patrimoine, relève d'une dimension symbolique par la production de codes et de symboles, de marques et de traces, qui associent directement la rue Saint-Malo à Vivre la Rue. L'iconographie affichée dans la rue politise l'espace et lie directement l'association à la rue ; les perceptions s'en trouvent considérablement marquées, chacun comprenant que cet espace est aux mains d'un groupe particulier. Enfin, la genèse du processus de patrimonialisation s'est conclue par le long travail de réhabilitation entrepris dès l'arrivée de Vivre la Rue ; c'est par la rénovation que la rue a trouvé un aspect adéquat à sa mise en patrimoine. De ce travail quasi archéologique ressort une réelle valeur de rareté et c'est à partir de ce stade, qu'un usage a pu être déterminé et mis en place.

Ces premières étapes de la patrimonialisation se complètent par la caractérisation d'un usage et la formulation d'une histoire commune, d'une mémoire propre au site. La mise en mémoire du lieu et l'acquisition d'une qualité érudite sur la rue ont largement favorisé l'appropriation du site mais également sa mise en valeur. Le patrimoine trouve alors sa fonction première d'appui identitaire intemporel accessible à tous, la transmission prend alors une importance capitale. La patrimonialisation ne peut pas être effective s'il n'y a pas un réel souci de transmission et de médiation favorisant l'appropriation collective de la rue. En plus des différentes expositions, l'art devient rapidement le média favorisé par Vivre la Rue. Ce dernier apparaît également comme le meilleur moyen de valoriser la rue, d'en permettre un usage collectif par l'organisation de fêtes accessibles à tous. La notoriété de ces fêtes, associée aux nombreuses actions de médiation de l'association, a véritablement suscité un intérêt et une affection populaires pour la rue, ce qui l'a en partie sauvée et qui a permis du même coup à Vivre la Rue d'en avoir un usage autonome. C'est véritablement cet intérêt populaire impulsé par l'association qui a permis d'établir un rapport de force lors des conflits ouverts avec la municipalité. L'association mobilise en effet autour d'elle de nombreux sympathisants ainsi que plusieurs associations partenaires qui favorisent un réel réseau

solidaire. Enfin, la valorisation de la rue s'est également effectué autour de la tentative de vitalisation du quartier par la création du « Coin d'la rue » qui incite à l'usage quotidien de la rue, le patrimoine s'insère dès lors dans un cadre de vie plus général permettant, de fait, son appropriation collective.

L'objectif de ce mémoire de fin d'étude a été d'aborder un cas pour le moins original de patrimonialisation d'un espace urbain et dévalorisé. J'ai tenté à travers mon stage d'apporter ma pierre à l'édifice tout en développant de nouvelles compétences qui appuieront mon entrée dans la vie professionnelle. Le monde associatif, par les passions qui l'animent, témoigne néanmoins de ses propres failles. Si la sphère professionnelle s'auto-régit par des conventions impersonnelles et bien établies, le cas de Vivre la Rue tient beaucoup plus à l'affection et à l'amitié que les membres entretiennent entre eux, un aspect qui fragilise malheureusement la pérennité et l'unité de l'association. Par souci de reconnaissance et également de respect de la vie privée des protagonistes, je n'ai pas pu aborder les dessous de ces dernières remarques.

Par ailleurs, mon expérience me laisse l'impression que nous arrivons au bout d'un cycle. D'ici quelques années, le problème de la succession de Mireille Cann, qui reste le moteur de Vivre la Rue, se posera inévitablement. De fait, le combat initial de sauver la rue est désormais gagné, les ambitions nouvelles de la municipalité pour le quartier de Recouvrance se matérialisent désormais à travers différents projets d'envergure. La rue Saint-Malo deviendra à coup sûr une place forte de la valorisation touristique du quartier. Une chose est certaine, la transition sera délicate tant les perceptions associent aujourd'hui la rue Saint-Malo à l'usage et l'esprit construit par Vivre la Rue. L'avenir du site devra impérativement se construire en lien avec ces éléments au risque de dénaturer l'histoire même de la rue Saint-Malo et de sa mémoire.

Bibliographie

OUVRAGES

AUGE Marc, *Non Lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Editions du Seuil, Paris, Aout 2007

BEGHAIN Patrice, *Le patrimoine : culture et lien social*, Presses de Science po, Paris, 1998

BOURDIEU Pierre, *La Distinction : critique sociale du jugement*, Les Editions de minuit, Paris, 1979

BOURDIN Alain, *La question locale*, Presses Universitaires de France, Paris, 2000

CHOAY Françoise, *L'Allégorie du patrimoine*, Edition du Seuil, Paris, 1992

GLEVAREC Hervé, SAEZ Guy, *Le patrimoine saisi par les associations*, Editions Documentation française, Paris, Septembre 2002

RAUTENBERG Michel, *La rupture patrimoniale*, Editions A La Croisée Eds, Grenoble, Mars 2003

ROUX Emmanuel de, *Patrimoine industriel*, Editions Scala : éditions du patrimoine, Paris, 2007

SOMMIER Isabelle, *Le renouveau des mouvements contestataires, l'essoufflement des organisations syndicales traditionnelles*, Editions Flammarion, Paris, Novembre 2003

VESCHAMBRE Vincent, *Traces et mémoires urbaines, Enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Editions PU Rennes, Rennes, Septembre 2008

ARTICLES

Revues

DAVALLON Jean, « Comment se fabrique le patrimoine ? », article issu du numéro hors-série Sciences Humaines n°36, Mars/ Avril/ Mai 2002, url :

http://www.scienceshumaines.com/comment-se-fabrique-le-patrimoine_fr_12550.html

DI MEO Guy, « Processus de patrimonialisation et construction des territoires », publié dans *Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser*, Poitiers Châtelleraut, 2007, p 61-79

LE COUEDIC Daniel, « Brest et la pierre philosophale », in *Brest alias Brest: trois siècles d'urbanisme*, sous la dir. de Yves Le Gallo et al., Liège, Mardaga, 1992, p 46-60

CHEVRILLON André, « Au pays breton », *Revue des deux mondes*, Juillet 1924, p.6

RIPOLL Fabrice, « Réflexion sur les rapports entre marquage et appropriation de l'espace », dans Bulot T., Veschambre V., 2006 (dirs.), *Mots, traces, marques : dimension spatiale et linguistique de la mémoire urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2006, p 100-125

RIPOLL Fabrice, VESCHAMBRE Vincent (dir.), « L'appropriation de l'espace. Sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Norois*, n° 195, 2000

VESCHAMBRE Vincent, « Sur les traces-mémoires des plus pauvres », publié dans *La démocratie à l'épreuve de l'exclusion. Quelle est l'actualité de la pensée politique de Joseph Wresinski ?*, Centre d'histoire Sciences Po, 2008, p 20-45

VESCHAMBRE Vincent, « Patrimonialisation et enjeux politiques : les édifices Le Corbusier à Firminy » dans *Patrimoine et environnement : les territoires du conflit*, *Norois*, n° 185, tome 47, 2000-1, pp. 125-138

Presse

ALLAIN Pierre-Henri, « Réhabilitation, A Brest, gros temps sur la rue Saint-Malo », *Libération*, 27 octobre 1993

Auteur inconnu, « Une nouvelle vie pour le Haut Recouvrance grâce à la restructuration immobilière », *Le Télégramme*, 12 mai 1976

Auteur inconnu, « Ballade sur les pavés de Recouvrance », *Le Télégramme*, 25 août 1978

Auteur inconnu, « Recouvrance aujourd'hui et demain : à pas de géant vers l'an 2000 », *Brest Mag'*, Octobre-Novembre 1986

Auteur inconnu, « Que vive la rue Saint-Malo ! », *Ouest France*, Mai 1990

Auteur inconnu, « Vivre La Rue » change de... rue, *Ouest France*, 12 novembre 1990

Auteur inconnu, « Vivre la rue, la colère de Daniel Maloisiel », *Ouest France*, 14 novembre 1990

Auteur inconnu, « Chantier rue Saint-Malo, « un moyen de nous expulser affirme « Vivre la Rue » », *Le Télégramme*, 20 octobre 1993

Auteur inconnu, « La rue Saint-Malo fait rempart », *Pays de Brest*, 18 février 2005

Auteur inconnu, « Logements sociaux : ces villes hors-la-loi », 20 Décembre 2010, url : <http://www.europe1.fr/France/Logements-sociaux-ces-ville-hors-la-loi-345955/>

BAUMANN Alexis, BRAUDO Serge, définition d' usucapion, url : www.dictionnaire-juridique.com/définition/usucapion.php

DE LOYNES Rodolphe, « De Sébastopol à Saint-Malo, Vivre La Rue change de... rue », *Ouest France*, 12 novembre 1990

E.M. « Vivre à Pontaniou ou Vivre la Rue? Guerre des assos dans le vieux Brest », *Ouest France*, 28 novembre 1991

KERVELLA Mireille, « Recouvrance mémoire d'une ville », consulté le 5 Juillet 2012, url : <http://www.brest-metropole-tourisme.fr/fr/professionnels/groupe/231-recouvrance-memoire-dune-ville>

PELLEN Guy, Article du 16 Septembre 2011, consulté le 24 Juin 2012, url : <http://www.letelegramme.com/local/finistere-nord/brest/ville/journees-du-patrimoine-la-rue-de-saint-malo-en-sera-16-09-2011-1431969.php?xtmc=rue%20saint%20malo&xtcr=11>

PELLEN Guy, « les héros de l'année, Mireille Cann : l'égérie alternative », 26 Décembre 2012, consulté le 24 Juin 2012, url : http://www.lexpress.fr/informations/mireille-cann-l-egerie-alternative_650311.html

P.G., « Chantier de préservation du patrimoine urbain, La rue Saint-Malo sera sauvée », *Ouest France*, 19 octobre 1993

RIVIER André, « Bertrand Cousin : « il faut transformer les abords de l'ex prison de Pontaniou » », *Le Télégramme*, février 1992

RIVIER André, « L'ambition de « Vivre la Rue » : un chantier populaire pour accueillir un centre international d'artiste », *Le Télégramme*, 11 novembre 1991

WEBOGRAPHIE

BMO, www.brest.fr

Le Télégramme, www.letelegramme.com

La Maloïne, www.vivrelarue.net/accueil-lamaloine.

Ouest-France, www.ouest-france.fr

Vivre la Rue, www.vivrelarue.net

Wiki-Brest, les carnets collaboratifs du Pays de Brest, www.wiki-brest.net

Catalogue de ressources universitaires en ligne :

Cairn, www.cairn.info

Persée, www.persee.fr

Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	6
1. Description et présentation du cadre et des acteurs.....	13
1.1. PRESENTATION DE LA STRUCTURE VIVRE LA RUE	14
1.1.1. Historique.....	14
1.1.2. Quelles valeurs ?	16
1.1.3. Structure actuelle.....	19
1.2. PRESENTATION DU SITE DE LA RUE SAINT-MALO.....	23
1.2.1. Historique.....	23
1.2.2. Inventaire actuel.....	25
1.3. PATRIMONIALISATION : NOUVEAUX TERRAINS, NOUVEAUX ACTEURS, NOUVEAUX ENJEUX	29
1.3.1. Les nouveaux terrains du patrimoine	29
1.3.2. Les nouveaux acteurs du patrimoine.....	31
1.3.3. L'intérêt patrimonial de la rue Saint-Malo	32
2. La patrimonialisation de la rue Saint-Malo : identification, appropriation et conservation.....	35
2.1. L'IDENTIFICATION, EMERGENCE D'UNE CONSCIENCE PATRIMONIALE ..	36
2.1.1. La « trouvaille »	36
2.1.2. Un lieu de « concordance idéologique » créateur d'appartenance.....	37
2.2. L'APPROPRIATION DE LA RUE SAINT-MALO PAR « VIVRE LA RUE ».....	39
2.2.1. Logiques d'appropriation.....	39

2.2.2. Les notions de <i>marques</i> et de <i>traces</i>	41
2.2.3. L'exemple de la rue Saint-Malo.....	43
2.3. CONSERVATION ET REHABILITATION DE LA RUE SAINT-MALO	46
2.3.1. « 20 ans d'effort »	46
2.3.2. 2012 : Mise en place de chantiers participatifs	50
3. Les outils de la patrimonialisation, mise en mémoire, valorisation et commerce solidaire.....	56
3.1. LA MISE EN MEMOIRE DE LA RUE	57
3.1.1. « La Maloïne », récolte des mémoires populaires brestoises.....	57
3.1.2. Transmission et médiation de la mémoire	59
3.1.3. Elaboration d'un projet de transmission	61
3.2. LA VALORISATION DU PATRIMOINE : LA FETE FAIT « VIVRE LA RUE » ...	65
3.2.1. Un usage du patrimoine singulier	65
3.2.2. Communication de l'évènement : création d'un support graphique	68
3.3. « AU COIN D'LA RUE »	72
3.3.1 Vitalisation du quartier et mise en place d'un réseau solidaire.....	72
3.3.2. Création d'un support graphique.....	74
Conclusion.....	76
Bibliographie	80
Table des matières	85
Table des illustrations.....	87

Table des illustrations

Figure 1 - Localisation de la rue Saint-Malo dans le quartier de Recouvrance	6
Figure 2 - Mireille Cann dans la rue Saint-Malo	9
Figure 3 - Les Renc'arts, 9 boulevard Sébastopol.....	14
Figure 4 - 1736, Plan de façade du Refuge Royal.....	23
Figure 5 - Vue générale de la rue Saint-Malo, 1985	25
Figure 6 - Vue générale du bas de la rue Saint-Malo, octobre 2011	26
Figure 7 - Plan détaillé de la Rue Saint-Malo	27
Figure 8 - Vue générale du lavoir du haut de la rue Saint-Malo	28
Figure 9 - Fresque du haut de la rue.....	44
Figure 10 - La « Grande scène » au 21 de la rue.....	44
Figure 11 - Inscription de « Vivre la Rue » dans la rue Saint-Malo	45
Figure 12 - La « Belle Tamisier » devenu emblème de l'association	45
Figure 13 - Rue Saint-Malo avant l'arrivée de Vivre la Rue, 1990	47
Figure 14 - Les premiers travaux de l'association- 1990-1992.....	47
Figure 15 - Extraits du plan de rénovation de la rue élaboré par Archi-Bio	49
Figure 16 - Le numéro 15 pendant intervention, octobre 2007.....	49
Figure 17 - Le chantier de la « Fausse aux makaks », juillet 2008	50
Figure 18 - Schémas d'intervention proposés pour la rue Saint-Malo.....	52
Figure 19 - Flyer, Salle ün ün.....	53
Figure 20 - Mireille Cann assurant une visite pour un centre de loisirs.....	60
Figure 21 - Tracé de la visite guidée de la rue Saint-Malo	62
Figure 22 - La fête comme passerelle générationnelle- Les « P'tites Lessives », le 6/05/12...	66
Figure 23 - Les P'tites Lessives – édition 2012	67
Figure 24 - Flyers des éditions 2008, 2009, 2010 et 2011	68
Figure 25 - Etape n°1 : Transformation visuelle de la porte du lavoir.....	69
Figure 26 - Etape n°2 : création d'une ambiance et superposition de la porte du lavoir	69
Figure 27 - Etape n°3 : vitalisation de l'ensemble	70

Figure 28 - Etape n°4 : Finalisation du flyer	71
Figure 29 - Au coin d'la rue	73
Figure 30 - Carte des consommations du Coin d'la Rue.....	75

Résumé

En moins de vingt ans, la rue Saint-Malo est passée du statut de lugubre impasse à celui de nouveau symbole patrimonial de la ville de Brest. Sous l'impulsion d'une association singulière, Vivre la Rue, s'est opéré un fastidieux processus de patrimonialisation. L'enjeu de cet écrit est de retracer le cheminement de ce phénomène de mise en patrimoine d'un site urbain traditionnellement dévalorisé. Le cas de la rue Saint-Malo révèle par ailleurs les transformations de la notion même de patrimoine ; émancipée de sa caractérisation régaliennne, il devient un enjeu de pouvoir essentiel de notre quête d'identité.

Mots clés : Patrimonialisation, Rue Saint-Malo, Vivre la Rue